



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Rapport d'activité 2022 de la Direction des immeubles et de la logistique



Direction générale de l'administration et de la
modernisation

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères

Photo de couverture : installation exceptionnelle réalisée à la résidence de l'ambassadeur au Qatar à l'occasion de la coupe du monde de football 2022.

Editorial du directeur général de l'administration et de la modernisation

Alors que l'année 2022 a été marquée par le déclenchement de la guerre en Ukraine, les préoccupations d'approvisionnement en ressources énergétiques se sont retrouvées au cœur de la politique du gouvernement. **Un effort collectif était attendu avec l'adoption d'un plan gouvernemental de sobriété énergétique englobant les entreprises, les citoyens mais aussi les administrations.**

Je salue le travail piloté par la direction des immeubles et de la logistique avec le concours de plusieurs directions du ministère, dans ce cadre, pour aboutir à une version ministérielle de ce plan. Les efforts collectifs ont contribué à une baisse de 12% de la consommation d'énergie entre 2021 et 2022 en administration centrale.

Ce plan contribue résolument à la transition écologique à laquelle nous sommes toutes et tous appelés et qui se traduit pour l'Etat par la démarche « service public écoresponsable ».

L'année 2022 a également été l'occasion de **poursuivre la stratégie immobilière de notre ministère et du plan de rattrapage** pour mettre à niveau notre outil diplomatique tant à l'étranger qu'en France. En administration centrale, cette stratégie s'incarne dans deux projets phare :

- sur le site du Quai d'Orsay à Paris, le projet ERA, pour « extension et réhabilitation de l'aile des archives » (ERA), permettra d'offrir un cadre rénové pour 600 postes de travail et un restaurant administratif. Les travaux préparatoires sont désormais bien engagés avec l'achèvement de la démolition du bâtiment « le bunker ».
- A Nantes, nous prévoyons également un programme d'investissements majeur pour nos sites nantais, en application de notre schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI). L'objectif est à la fois une rénovation majeure des bâtiments existants et l'accueil de services et d'agents supplémentaires.

Notre réseau à l'étranger n'est pas en reste avec **373 opérations en cours** pour améliorer les conditions d'accueil du public, moderniser nos bâtiments mais aussi la qualité de vie au travail de l'ensemble des agentes et agents. **Les inaugurations de l'ambassade de France à Libreville par le Président de la République et du campus diplomatique à Séoul par la ministre de l'Europe et des affaires étrangères en 2023 en sont des exemples remarquables.**

Tout ceci a pu se réaliser grâce à la **reconquête des moyens** qui a permis d'attribuer près de 56,1M€ à l'entretien lourd à l'étranger en 2022. Pour autant, ces crédits restent en-deçà de nos réels besoins. Nous poursuivons nos efforts en interministériel pour obtenir pleinement les moyens à la hauteur de nos ambitions.

La réalisation de ces opérations ne peut se faire sans des moyens humains renforcés. La direction a obtenu pour l'année 2023, la création de 6 postes de travail pour mener à bien ses missions.

Les différentes crises mondiales de 2022 ont conduit à faire preuve de réactivité : l'arrêt des travaux de relocalisation en Ukraine et le soutien aux collègues de notre ambassade, la fermeture de notre ambassade en Afghanistan ou encore la nécessité d'adapter nos locaux en administration centrale face à la mise en place de *task-forces* dédiées à la gestion de ces crises.

Autant de défis qui se poursuivent en 2023 que les agentes et agents de la direction des immeubles et de la logistique sont prêts à relever. **Je tiens à les remercier pour leur investissement quotidien et pour la qualité de leur travail au service de notre diplomatie.**

Julien STEIMER

Editorial du directeur

des immeubles et de la logistique

C'est avec enthousiasme que j'ai rejoint le 1^{er} août 2022, la direction des immeubles et de la logistique (DIL) et ses quelques 150 agents répartis entre l'administration centrale et les antennes immobilières. L'activité de la direction est essentielle au programme de Transformation du ministère et je suis fier de vous présenter ce rapport d'activités pour l'année 2022.

Vous y découvrirez **l'avancement de nos programmes d'investissements majeurs pour la rénovation de nos locaux d'administration centrale** et leur adaptation aux nouveaux modes de travail. Le projet ERA, d'extension et de réhabilitation de l'aide des archives sur le site du Quai d'Orsay vise à offrir 600 nouveaux postes de travail et un restaurant administratif. Il est désormais entré dans une phase active avec la démolition du bâtiment le « Bunker ». Les études préalables au programme de rénovation et d'extension de nos sites à Nantes se poursuivent également avec l'aide de la délégation aux affaires générales.

Je souligne les efforts accomplis par les bureaux d'appui aux utilisateurs (BAU) pour veiller au **confort de travail des agents** en réalisant diverses opérations d'aménagement de bureaux, de sanitaires, de changement d'éclairage en LED et de travaux sur les systèmes de chauffage. Avec la DRH, le BAU du Quai d'Orsay a apporté un soin tout particulier à l'aménagement de l'espace de restauration rapide des frigos connecté. Il a fallu faire preuve de réactivité lors de la constitution de plusieurs « task forces » (reconstruction de l'Ukraine, états généraux de la diplomatie, ...). L'activité du centre de conférences ministériel (CCM) a par ailleurs fortement repris à la sortie de la crise sanitaire.

A l'étranger, la remise à niveau du parc immobilier de l'Etat s'est poursuivie avec **373 opérations dont 195 structurantes** conduites, grâce à un budget en légère hausse entre 2021 et 2022 (+14,4 M€). Deux nouvelles ambassades pour la France ont été livrées en début d'année 2023 : **l'ambassade de France à Libreville** et **l'ambassade de France à Séoul**. La DIL stabilise sa politique technique, orientée vers la sécurité des biens et des personnes (électricité, anti-incendie, étanchéité, solidité, amiante) tout en veillant à intégrer la qualité environnementale dans toutes ses opérations.

La programmation était également soutenue pour notre bureau du patrimoine et de la décoration avec 36 opérations d'aménagement à Paris et dans le monde entier. La coupe du monde de football à Doha a été l'occasion d'une belle opération de mise en valeur de la créativité des métiers d'art français.

Enfin, la sobriété énergétique est au cœur des préoccupations gouvernementales et une priorité pour nous toutes et tous. Le ministère a adopté son propre **plan de sobriété énergétique** comprenant un ensemble de mesures coordonnées. A l'étranger, le **programme ambassades vertes** s'est poursuivi avec la relance en 2022 de l'appel à projets « innovons pour une ambassade verte » et du programme de stagiaires ingénieurs, après plusieurs années ralenties par la crise sanitaire. Lors de la conférence des ambassadrices et ambassadeurs, un fonds vert d'un million d'euros a été annoncé par la ministre pour verdir davantage notre réseau.

Je me réjouis d'être à la tête d'une direction dynamique et innovante, pouvant compter sur l'engagement indéniab le de ses agentes et agents que je remercie.

Oliver PLANÇON

TABLE DES MATIERES

1. Présentation de la direction des immeubles et de la logistique

Chiffres clés

1.1 Missions.....	p. 11
1.2 Organisation.....	p. 12
Administration centrale	
Un réseau international	

2. Opérations immobilières en France et logistique

Chiffres clés

2.1 Principales réalisations de l'année.....	p. 17
La poursuite de la modernisation des emprises en France	
Les opérations immobilières en France : 2022, l'année des études techniques lourdes et des programmations de chantiers	
La montée en puissance du volet nantais du SPSI	
Le projet ministériel majeur : l'extension-réhabilitation de l'île des archives (ERA)	
2.2 Une intense activité logistique	p. 19
Le marché multitechnique, multiservices (MTMS) en 2022 : un fonctionnement mature	
Les bureaux d'assistance aux utilisateurs : l'intensification du soutien aux usagers	
L'activité de la commande publique eu service des missions en France et à l'étranger	
Le centre de conférence ministériel (CCM) : au service du ministère et de l'interministériel	
2.3 Une opération importante de l'année.....	p.22
La démolition du bunker, opération préalable au projet ERA	

3. Projet immobiliers à l'étranger

Chiffres clés

3.1 Principales réalisations de l'année.....	p. 25
Les opérations structurantes	
Les études d'architectes conseils	
Les opérations annuelles d'entretien lourd	
3.2 Priorités transversales.....	p. 31
La démarche amiante	
Accessibilité aux personnes à mobilité réduite	
La transition écologique	
Le logement	

3.3 Réalisations immobilières à l'étranger.....	p 34
BURKINA FASO – Ouagadougou	
CAMEROUN– Yaoundé	
CORÉE DU SUD – Séoul	
ÉTATS-UNIS – Atlanta	
ÉTATS-UNIS – Washington	
GABON – Libreville	
ITALIE – Rome	
JERUSALEM – Eleona	
JERUSALEM – Tombeau des rois	
MAROC – Rabat	
QATAR – Doha	
SERBIE– Belgrade	

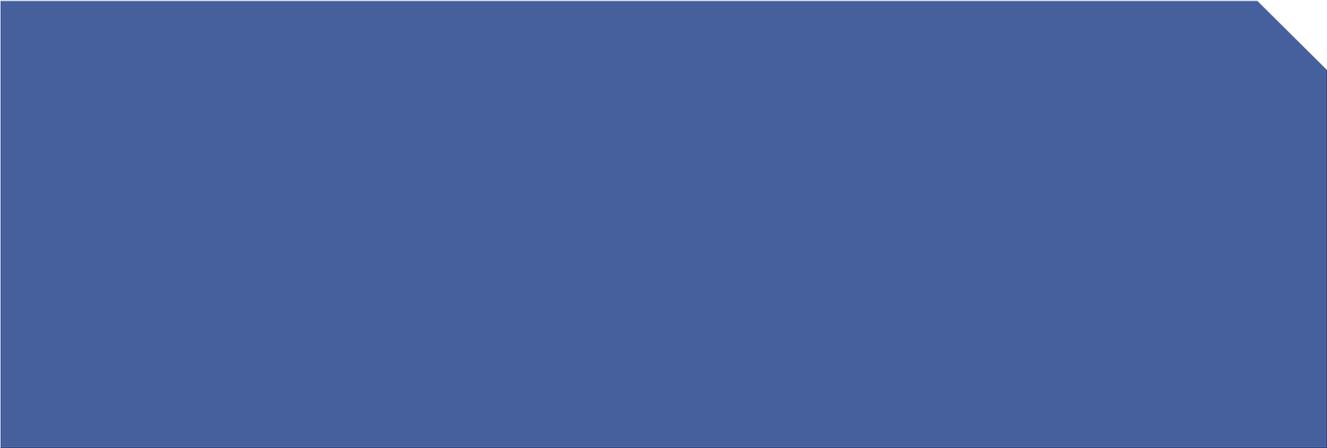
4. Affaires domaniales et administratives, patrimoine et décoration

Chiffres clés

4.1 Affaires financières.....	p. 49
Une exécution budgétaire soutenue	
Un travail de programmation consolidé entre les deux outils budgétaires	
4.2 Bureau du domaine.....	p. 53
Les cessions	
CORÉE DU SUD – Séoul	
ÉTATS UNIS – Washington	
NICARAGUA – Managua	
SUISSE –Berne	
Le renforcement de l'expertise domaniale	
La Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières à l'étranger (CIME)	
Schémas directeurs immobiliers à l'étranger (SDIE)	
4.3 Patrimoine et décoration.....	p. 61
INDONESIE – Jakarta	
QATAR – Doha	

5. L'écoresponsabilité au ministère

5.1 L'élaboration d'un plan ministériel de sobriété énergétique.....	p. 65
5.2 La réalisation du bilan des émissions des gaz à effet de serre (BEGES).....	p. 67
5.3 La rédaction du bilan SPE de l'année 2021.....	p. 69
5.4 Le programme Ambassades vertes.....	p. 70



1. Présentation de la direction des immeubles et de la logistique



2022 - La DIL en chiffres

Agents



3 sous-directions

4 bureaux d'appui aux utilisateurs à Nantes et en île de France

15 antennes régionales réparties dans le réseau diplomatique et consulaire français

192 agents

→ **155** agents en France représentant **130,9** postes ETP (équivalent temps plein)

→ **37** à l'étranger

Budget



P 105¹

105,6 M€ de budget total sur le P105 dont

71,5 M€ gérés à l'étranger et

34,1 M€ gérés en France

CAS 723²

13,2 M€ sur le CAS 723 pour l'étranger

3,1 M€ sur le CAS 723 pour la France

Emprises



1 906 emprises France et étranger répartis dans **170** pays sur **658** sites :

- **28** en France
- **1 878** à l'étranger

1 575 000 m² de patrimoine

428 baux suivis à l'étranger

En 2022, **8** biens cédés et

107 baux renouvelés

64 000 m² entretenus et maintenus sur **8** sites franciliens (MEAE, RP OCDE et RP UNESCO)

20 pays visités pour les diagnostics techniques amiante portant le total de la campagne amiante à **141** pays inspectés

373 opérations annuelles d'entretien lourd à l'étranger

21 projets « ambassades vertes » soutenus

¹ Programme n°105 : « Action de la France en Europe et dans le monde ».

² Compte d'affectation spéciale (CAS) 723 : « Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat – Opérations immobilières nationales et des administrations centrales.

1.1

Mission

La **direction des immeubles et de la logistique** (DIL), placée sous l'autorité du directeur général de l'administration et de la modernisation (DGAM), est responsable de l'ensemble des opérations relatives au patrimoine immobilier relevant de la gestion du MEAE.

La DIL

Direction des
Immeubles et de
la Logistique

Ses missions



- ✓ Les opérations immobilières en France et à l'étranger
- ✓ La logistique et les services généraux d'île de France
- ✓ L'expertise et la gestion domaniale
- ✓ La conservation et la restauration des objets mobiliers patrimoniaux de la collection au MEAE
- ✓ La décoration
- ✓ La définition et le suivi de la politique ministérielle de développement durable et d'écoresponsabilité

Par l'image de la France renvoyée par ses bâtiments, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères développe une politique immobilière, *dynamique, innovante et tournée vers l'avenir* tant en France qu'à l'étranger.

Ses ambitions

→ Cette politique immobilière se doit d'être à la hauteur des enjeux diplomatiques du 21^{ème} siècle, au rendez-vous et à l'appui des évolutions des réseaux diplomatique, consulaire et culturel.

→ Apporter le meilleur environnement de travail aux femmes et aux hommes qui ont pour mission de concevoir et d'animer la politique extérieure française et l'administration de nos 2 millions de compatriotes établis hors de France.



Haut fonctionnaire au développement durable, le **directeur des immeubles et de la logistique** pilote la politique ministérielle d'éco-responsabilité en administration centrale avec le plan **Services publics écoresponsables (SPE)** dont il est le correspondant ministériel et dans les postes diplomatiques et consulaires avec la transposition du plan précité dans la démarche **Ambassade verte**.

1.2 Organisation

→ En administration centrale

OIFL

Opérations immobilières en France et logistique

La **sous-direction des opérations immobilières en France et de la logistique (OIFL)** est responsable des services généraux et des moyens de l'administration centrale.

- **Le bureau des opérations en France (BFR)** gère les opérations d'investissement sur les sites parisiens et nantais.
 - **Les bureaux d'appui aux utilisateurs (BAU)** assurent la maintenance et la gestion courante des sites d'île de France.
 - **Le (GAR)** gère le garage et le parc automobile de l'administration centrale.
 - L'administration et l'exploitation du **centre de conférences ministériel (CCM)** sont également gérées par OIFL.
- **La reprographie**
 - **Le pôle développement durable**
 - **Le bureau de la commande publique**

La **sous-direction des opérations immobilières à l'étranger (OIM)** est responsable de la politique immobilière, de la programmation annuelle et pluriannuelle et pilote la réalisation des projets de **construction**, de **rénovation / restructuration**, et **d'entretien lourd** du MEAE à l'étranger. Elle établit les priorités et moyens budgétaires nécessaires aux opérations immobilières programmées à l'étranger, en liaison avec les directions métiers et directions géographiques concernées. Elle apporte son expertise technique, et propose des montages d'opérations parfois innovants, en liaison avec les autres services spécialisés du ministère (Direction de la sécurité diplomatique, Direction du numérique etc.). Elle est organisée autour de 4 secteurs.

OIM

Opérations immobilières à l'étranger

ADAPAD

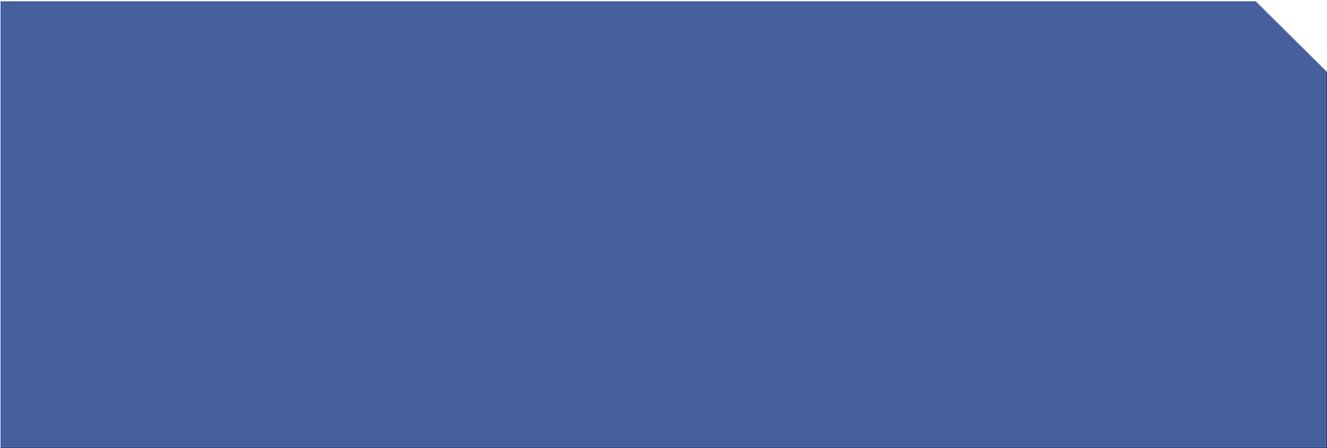
Affaires domaniales et administratives, du patrimoine et de la décoration

La **sous-direction des affaires domaniales et administratives, du patrimoine et de la décoration (ADAPAD)** coordonne l'expertise **domaniale, juridique et financière** au profit des opérations immobilières du ministère en France et à l'étranger : acquisitions, prises à bail et cessions des biens domaniaux du MEAE ; gestion des crédits de la programmation immobilière ; conseil juridique sur les contrats relatifs au patrimoine immobilier de l'État à l'étranger ; valorisation des actifs immatériels de l'État (APIE) ; conservation et restauration des objets mobiliers à caractère patrimonial, en pleine propriété ou en dépôt dans les bâtiments du MEAE.

→ Un réseau international

Dans le cadre des opérations menées à l'étranger, la DIL s'appuie sur un réseau de **15 antennes régionales**. Ces dernières constituent le relai local de la direction dans les postes et prolongent son action sur les sujets d'expertise domaniale et technique.

La DIL dispose d'une vue globale et pilote l'ensemble des travaux réalisés à l'étranger. Elle propose au Secrétaire général et au Cabinet leur arbitrage sur les opérations à mener.



2. Opérations immobilières en France et logistique



2022 - OIFL en chiffres

Agents



85 agents répartis en **8 bureaux**

Missions



3 grandes activités

- des missions de **soutien**
- des **travaux** immobiliers lourds
- la **logistique** de fournitures courantes

Physique



10 sites gérés pour

60 entités (directions et services)

116 véhicules

Activités de soutien



10 909 demandes d'intervention reçues par la DIL dont **9 588** gérées par Engie.

25 M€ alloués au marché multiservices, multitechniques (MTMS) attribué à Engie (2020-2024)

Bureau de la commande publique

21 marchés passés pour

1 731 459 € au total

Bureau d'appui aux utilisateurs d'administration centrale

12 000 appels/mois en moyenne reçus par le standard

Bureau des opérations en France

35 opérations engagées

4 457 714 € coût moyen d'une opération engagée



Service du garage



2000 courses effectuées

36% du parc est automatique ou hybride.

Centre de conférences ministériel

248 réunions organisées



- **1 052** salles occupées (donc, une salle plusieurs fois par jour)
- **15 089** personnes accueillies entre mai et décembre

Service de la reprographie



546 055 documents édités **1 058** commandes de cartes de visite

2.1

Principales réalisations de l'année

→ La poursuite de la modernisation des emprises en France

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) d'administration centrale pour 2020-2025 détaille la politique immobilière du ministère pour les emprises en France. Il a été soumis au conseil de l'immobilier de l'Etat (CIE) en janvier 2021. Il a pour objectif de répondre à l'ambition du ministère de doter son administration centrale d'un nombre restreint d'emprises, moins énergivores et respectueuses des nouvelles normes environnementales, répondant aux enjeux diplomatiques du XXI^e siècle, ainsi qu'aux dernières évolutions technologiques et fonctionnelles.

Il est structuré autour de deux projets majeurs : le projet d'extension et réhabilitation de l'aile des archives (ERA) sur le site du Quai d'Orsay et le volet nantais.

Les opérations immobilières SPSI 2020-2025 connaissent des inflexions dues à la hausse des effectifs en administration, au second semestre 2022 et aux demandes régulières de constitution de task-forces et groupes de travail. Les demandes de bureaux ont donc été croissantes et des opérations immobilières lourdes ont été engagées, notamment à Nantes.

Mis en œuvre dès sa publication, le SPSI sera appelé à être amendé en 2023 pour la période 2024-2025.

→ Un ambitieux programme d'investissement pour Nantes

La DIL, en relation étroite avec les directions de l'administration et la délégation des affaires générales à Nantes (DAGN), a engagé en 2020 un volet nantais du SPSI afin de coordonner 10 opérations d'ici 2027. Après la réalisation de 2 opérations, les 8 autres opérations se poursuivent :

- 1: Rénovation de l'éclairage de Breil 4
- 2: Remplacement des ascenseurs
- 3: Transformation des logements en espaces de bureaux de Breil 4
- 4: Rénovation des façades
- 5: Sécurisation des installations techniques de Breil 3
- 6: Construction d'un nouveau bureau bâtiment de bureaux de Breil 1
- 7: Extension du centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN)
- 8: Transformation de la villa Chantreau

De par l'ampleur de ces opérations (technicité, sites différents, contraintes d'urbanisme, programmation budgétaire), un cabinet programmiste et conducteur d'opérations a été sélectionné. L'ensemble de ces opérations répondra aux directives gouvernementales relatives au développement durable et aux nouvelles normes d'occupation des immeubles tertiaires de l'État.

→ Le projet ministériel majeur : l'extension-réhabilitation de l'aile des archives (ERA)

ERA : les premières opérations engagées.



Le projet ERA en chiffres :

- 589 postes de travail
- 12 salles de réunions (6 au RDC et 3^e étage + 6 en sous-sol)
- 12 salles de formation
- restaurant administratif doté d'une salle à manger de 436 m², comprenant 255 places assises en supplément d'une cafétéria de 479 m² et un espace en terrasse prêt du bassin extérieur
- Une salle de sport de 100 m², une bibliothèque de 125 m²
- 18 places de stationnement automobile dont 2 PMR
- 70 places de stationnement vélo
- 11 places de stationnement moto

Opérations préalables

Le dévoiement des réseaux électriques ainsi que la démolition du bunker ont été réalisés en 2022. L'édification d'un écran acoustique et visuel séparant le jardin de la future zone de travaux a été réalisé en 2023.



2.2 Une intense activité logistique

→ Le marché multitechnique multiservices (MTMS) en 2022 : un fonctionnement mature

Depuis le 1^{er} novembre 2020, **Engie Solutions** est devenu le prestataire du MTMS des sites parisiens du MEAE conclu pour 4 ans, pour un montant de 25 millions d'euros. Engie Solutions intervient sur les 9 sites parisiens du Département. Dans le contexte de sobriété énergétique renforcé par la situation géopolitique et la hausse du coût de l'énergie, Engie accompagne le MEAE dans sa stratégie de réduction de consommation de fluides (électricité, gaz, réseau de chaleur) par le biais d'un **contrat de performance énergétique (CPE)** depuis le 1^{er} novembre 2022. Le CPE permet à Engie de proposer des **actions de gain énergétique** ; celles-ci ont notamment permis de répondre à l'appel à projets gouvernemental « Résilience 2 » visant à réduire la consommation d'énergie et d'accélérer la sortie des énergies fossiles des bâtiments de l'État. L'année 2022 a également permis la réalisation d'un audit de caractérisation des gisements de déchets présents sur les sites franciliens du Département. Les résultats de cet audit vont être le **socle de déploiement de la politique de tri à la source des déchets prévue pour le début de l'année 2024.**

→ Les bureaux d'assistance aux utilisateurs : l'intensification du soutien aux usagers

Au sein du bureau d'assistance aux utilisateurs de l'administration centrale (**BAUAC**), les BAU ont mené des opérations d'amélioration du confort de travail des agents des directions soutenues des sites et des représentations permanentes. Chaque BAU évolue dans un environnement spécifique.

→ **Le BAU du quai d'Orsay**, site qui accueille environ 1 000 agents, a procédé à :

- des rénovations de bureaux de plusieurs directions et d'espaces communs (pose des tapis de circulation au bâtiment A, espace de convivialité au sous-sol du bâtiment A, etc) ;
- des interventions exceptionnelles de par les prescriptions gouvernementales, pour climatiser certains locaux ;
- des travaux de mise à niveau et rénovation des sanitaires ;
- des travaux sur le système de chauffage ancien sur tout le site.

→ **Le BAU de Convention**, qui soutient plus de 1 200 agents, a réalisé des opérations très diverses comme :

- le renouvellement de moquettes d'espaces de circulation ;
- la création d'un cabinet médical supplémentaire ;
- le changement d'éclairage en LED ;
- des opérations diverses de cloisonnement sur le site.

→ **Le BAU de La Courneuve** travaille conjointement avec l'entreprise de maintenance (EUROGEM) du propriétaire du site des Archives (SCICAD) et le prestataire ENGIE du MTMS. Il soutient:

- la direction des archives et le centre des archives diplomatiques accueillant du public (susceptible de recevoir un effectif maximum simultané de 1 202 personnes);
- la hotline informatique du MEAE (DNUM)
- le standard téléphonique (DIL)
- le service de la reprographie
- la DFAE avec l'installation du nouveau service France Consulaire en 2021 qui a poursuivi sa montée en puissance en 2022
- le domaine de la Celle Saint-Cloud
- la RPOCDE en réalisant en 2022 des opérations de maintenance et de rénovation pour garantir confort (remise en peinture de pièces, isolation des combles) et sécurité (réseau électrique, amélioration du système de sécurité incendie...) des occupants.

Le BAU appuie la direction des archives pour accueillir les hautes autorités étrangères qui se rendent sur le site. Il a par ailleurs aménagé en 2022 des salles de tri.

En complément, il a contribué à la montée en puissance de l'école diplomatique et consulaire par l'aménagement de salles de formation.

En 2022, des fontaines d'eau sur réseau ont été déployées sur tout le site.

→ → **Le BAU des Invalides**, qui accueille plus de 400 agents, gère les espaces dévolus au Département en étroite liaison avec le ministère de l'Outre-mer, les deux ministères étant co-affectataires de ces bâtiments, propriété de l'Etat. En raison du cloisonnement de certains espaces du site par mesure de sécurité en 2022, le BAU a participé à l'étude d'une nouvelle répartition des bureaux. Cela se traduira à termes par une rénovation profonde de l'accueil du 57 boulevard des Invalides. Le BAU a aussi lancé des opérations de rafraîchissement des bureaux et de changement d'éclairage par des LED.

→ L'activité de la commande publique au service des missions en France et à l'étranger

La commande publique est assurée par le bureau de la commande publique (BCP). L'année 2022 a été caractérisée par la conclusion du contrat de service entre la DIL et la DAF (mission des achats) afin de renforcer l'élaboration et le suivi des marchés dans les domaines immobilier et logistique.

Le BCP est l'expert « marchés » pour la France et l'étranger des opérations de la DIL. A titre d'illustration, il a travaillé sur la dévolution du « 1% artistique » pour les ambassades à Libreville (2022) et à Séoul (2023), mais aussi sur l'acquisition du logiciel ANTILOPE pour la gestion immobilière à l'étranger. Le BCP a développé une intense activité pour garantir la bonne formalisation et le bon déroulement des marchés publics en France pour les opérations de rénovation du château de la Celle Saint-Cloud, des travaux à Nantes (marché de maîtrise d'œuvre pour l'éclairage interne de Breil 4, marché de maîtrise d'œuvre pour le remplacement des ascenseurs des bâtiments Breil 1, 3 et 4). Le projet ERA et ses opérations préalables sont pilotés par le BCP dans leur partie contrats publics en liaison avec les chefs de projets et les assistances à la maîtrise d'ouvrage.

→ Le centre de conférences ministériel (CCM) : au service du ministère et de l'interministériel

A la sortie de la crise sanitaire, le CCM a connu une forte activité sur ses deux sites de Convention et de La Courneuve du fait du contexte international de crises.

Outre la tenue de réunions internes au Département comme les instances de dialogue social et les états généraux de la diplomatie (EGD), le CCM a accueilli des manifestations internationales et interministérielles nombreuses dont certaines confidentielles. Peuvent être citées : la présidence française de l'union européenne (PFUE) pendant 6 mois de janvier à juin ; la conférence Indo-Pacifique avec la présence de plusieurs ministres, suivie de la conférence sur l'Ukraine, non prévue, avec tous les ministres européens (dans la même journée) en février ; les élections présidentielles y ont été organisées les week-ends en avril ; les élections législatives y ont été organisées les week-ends en juin ; la conférence de l'Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (AILCT) avec plusieurs ministres et états-majors en juillet ; la conférence ministérielle sur la Moldavie en novembre ; la conférence sur l'Ukraine avec le Président de la République en décembre.

2.3

Une opération importante de l'année

→ La démolition du bunker, opération préalable au projet ERA

Le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères a engagé depuis plusieurs années un **projet de rénovation et extension de l'Aile des Archives (ERA) sur le site du Quai d'Orsay à Paris**. Le projet ERA consiste en la construction d'un immeuble tertiaire de 589 postes de travail, comprenant également un restaurant administratif de 275 places assises. Préalable indispensable à cette opération, **la démolition du bâtiment J ou « bunker »**, s'est déroulée entre août et novembre 2022.

La direction des immeubles et de la logistique et les entreprises de travaux se sont efforcés de réduire la gêne visuelle et, surtout, sonore en utilisant des matériels et des technologies visant une réduction de ces nuisances. Une bâche acoustique permettant d'absorber les bruits a été installée et des casques anti-bruit ont été mis à disposition. Pour autant le niveau de gêne sonore reste important.

Semi-enterré sur un seul niveau, ce bâtiment d'une superficie de plus de 700 m² et dont la construction remontait à 1948, se situait au milieu de la cour formée par les bâtiments B, C et D avec une toiture plantée reliant le jardin de l'Hôtel du Ministre. Les services de la DNUM qui occupaient ces espaces ont été préalablement relocalisés dans les autres bâtiments du quai d'Orsay.

Aujourd'hui le « bunker » laisse place à un vaste terrain qui accueillera le bâtiment verrier de l'aile des archives.

Les opérations préalables de dévoiement des réseaux et de démolition du bunker ont été réalisées pour un montant total de 1,4 million d'euros TTC.





3. Projets immobiliers à l'étranger



2022 - OIM en chiffres

Opérations

373 opérations conduites

- 13,6 M€ de budget
- 56 opérations en gestion directe

36 500 € coût moyen d'une opération

170 opérations significatives en cours (>200 k€) dont **29** en gestion directe

1 605 522 € coût moyen d'une opération significative

13 opérations spécifiques relatives à l'accessibilité (PMR), hors opérations neuves ou de réhabilitation lourde.

15 opérations à portée énergétique.

Diagnostics

20 missions amiante réalisées

- 251 biens inspectés dont 243 inspectés pour la première fois
- 227 nouveaux diagnostics techniques amiantes

15 diagnostics électricité ou incendie

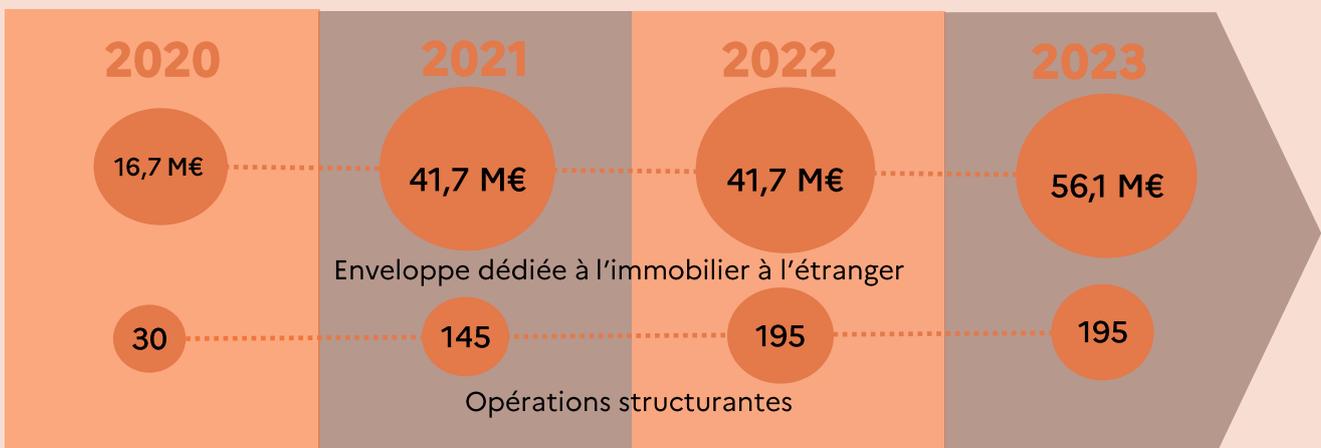
Présentation

21 agents

→ En charge de la programmation et du pilotage des opérations immobilières et de la mise en œuvre de la politique immobilière du ministère dans le réseau diplomatique et consulaire.

Dans un contexte de reconquête des crédits immobiliers par le MEAE, le plan de rattrapage est bien engagé et un effort particulier continue à être porté, avec l'émergence de nouveaux projets significatifs pluriannuels.

Evolution des opérations immobilières à l'étranger



3.1

Principales réalisations de l'année

Malgré la crise sanitaire, les 177 opérations pluriannuelles qui étaient en cours en 2022 (152 financées sur le P105, et 25 sur le P723) ont continué d'avancer. La DIL tient à saluer l'investissement des postes, des antennes et de ses services, pour leur adaptation permanente aux conditions évolutives de réalisation des projets. De nombreux projets ont tout de même pu se poursuivre et pour certains, être livrés.

→ Les opérations structurantes

Les opérations prévues et livrées en 2022



ALGER - Peltzer - Rénovation du mur d'enceinte
→ 109 k€

ALGER - Parc Peltzer - Rénovation du réseau de secours électrique
→ 225 k€

BRÊME - Institut français - Rénovation et mise aux normes électriques
→ 393 k€

BERLIN - Maison de France – Rénovation SSI
→ 228 k€

RIYAD - Logements - Remplacement du système de climatisation (villa 133 et immeuble 326)
→ 424 k€

SANTIAGO - Villa SE/BF - Travaux Electrique / SSI / CVC
→ 355 k€

HONG KONG - Logements - Rénovation climatisation 17 logements
→ 430 k€

ABIDJAN - Consulat général de France - Reprise des circuits de climatisation
→ 294 k€

LE CAIRE - Institut français - Renouvellement total des systèmes de climatisation-ventilation-chauffage
→ 782 k€

SAN FRANCISCO - Relocalisation du consulat général
→ 1,3 M€

NEW YORK - Consulat général - Travaux systèmes de climatisation et chauffage
→ 1 M€

WASHINGTON - Résidence - Restauration des façades (travaux tranche 1)
→ 737 k€

ATLANTA - Consulat général – Relocalisation et travaux d'aménagement
→ 442 k€

BAGDAD - Campus - Réaménagement du campus
→ 1 M€

DUBLIN - Résidence - Rénovation
→ 1,2 M€

TOKYO - Institut français - fenêtres et toiture (travaux)
→ 1,5 M€

TOKYO - Immeuble de logement - Renforcement du mur de soutènement.
→ 370 k€

LA HAYE - Ambassade - Modification menuiseries et CVC-
→ 224 k€

DAKAR - Résidence – Réfection climatisation de la salle à manger
→ 71 k€

BELGRADE - Reprise des infiltrations du bâtiment
→ 53 k€

Les projets en cours de travaux en 2022

NEW YORK - SCAC - Mise aux normes d'un ascenseur
→ 353 k€

NEW YORK - Sécurisation et restauration des façades - Mise aux normes d'un ascenseur
→ 2,4 M€

WASHINGTON - Résidence - Restauration des façades (travaux tranche 2)
→ 3 M€

ADDIS ABEBA - Résidence - Divers travaux de réfection
→ 1 M€

LIBREVILLE - Rénovation de la résidence Arc-en-Ciel
→ 800 k€

LIBREVILLE - Résidence – clôture
→ 473 k€

LIBREVILLE - Relocalisation de l'ambassade
→ 16 M€

PONDICHERY - Consulat général - Mise aux normes SSI
→ 377 k€

ROME - Ambassade - Palais Farnèse - Monitoring de l'ensemble des fissures du bâtiment
→ 180 k€

ROME - Ambassade - Palais Farnèse - Rénovation façades latérales et toiture
→ 7 M€

BEYROUTH - Institut français - Désamiantage salle Montaigne
→ 780 k€

BAMAKO - Consulat général - Réaménagement des locaux suite à l'externalisation des visas
→ 200 k€

CASABLANCA - Consulat général - Travaux nécessaires à la restructuration, des bâtiments pour le regroupement du service des visas et la nouvelle carte consulaire du Maroc
→ 915 k€

NOUAKCHOTT - Ambassade – Rénovation des voiries
→ 668 k€

RABAT - Résidence Delacroix - Ravalement façades, reprise défauts structurels et changement des menuiseries extérieures
→ 2 M€

MASCATE - Campus - Remplacement de l'alimentation de secours et du TGB
→ 195 k€

ISLAMABAD - Rénovation technique chancellerie (climatisation et désamiantage)
→ 1,6 M€

PANAMA - Ambassade - Rénovation des façades
→ 1,5 M€

CRACOVIE - Consulat général et Institut français - Reprise structurelle de la verrière
→ 830 k€

BANGUI - Campus diplomatique - réhabilitation
→ 2,9 M€

PRAGUE - Ambassade - Rénovation palais Bucquoy
→ 616 k€

LONDRES - 13 - 15 - 17 Queensberry - Ravalement des façades
→ 1,4 M€

LONDRES - Consulat général/SCAC/SST - Rénovation des façades du 21/23 Cromwell Road et du 6 Cromwell Place
→ 1,8 M€

LONDRES - SESRI/RP OMI - Mise aux normes techniques
→ 407 k€

MOSCOU - Ambassade - Reprise structurelle de l'ensemble des fissures du bâtiment
→ 569 k€

DAKAR - logements - Rénovation logements résidences 77, TS, MP
→ 4,8 M€

BERNE - Ambassade - Remplacement des menuiseries
→ 292 k€

LOME - Création du pôle pédagogique (2e phase)
→ 1 M€

Les opérations se poursuivant en programmation ou en études :

- le regroupement du consulat sur le palais Thott et la mise en accessibilité du site à **Copenhague**
- la construction d'une résidence et la réfection des bureaux du consulat général à **Lagos**
- la rénovation de la résidence la Marsa à **Tunis**
- le regroupement de l'institut français et du consulat général à **Barcelone**
- le regroupement des services à la résidence à **Madrid**
- le regroupement des services à l'ambassade à **Cotonou**
- un projet d'institut franco-allemand à **Erbil**
- la construction d'une nouvelle ambassade et résidence à **Doha**
- la réfection de l'enveloppe sur le campus diplomatique à **New Dehli**
- la réorganisation des représentations françaises à **Vienne**
- la restructuration de l'IFAL à **Mexico**
- la création de logements sur le campus diplomatique à **Bamako**
- la création de 28 logements sur le campus diplomatique à **Ouagadougou**
- le regroupement des services de l'ambassade à **Oslo**
- les travaux de rénovation technique du campus diplomatique à **Helsinki**
- la restauration des façades du palais Dos Santos à **Lisbonne**
- la rénovation énergétique du campus diplomatique à **Canberra**
- la rénovation du palais Grenoble à **Naples**

→ Etudes d'architectes conseils

Pour préparer les faisabilités de certains projets complexes, la DIL fait appel à des prestations d'architectes conseils, dans le cadre d'un marché à bons de commandes.

Les études menées en 2022



PORT LOUIS - étude faisabilité du regroupement de l'AFD au sein des locaux de l'ambassade et avis sur projet

NOUR SOULATAN - étude de faisabilité d'aménagement de deux nouveaux postes de travail au sein de l'ambassade de France

NEW-YORK - étude de faisabilité pour l'optimisation et la densification du consulat général de France à New York

TUNIS - étude de faisabilité pour réorganisation fonctionnelle des services de la chancellerie

BAMA KO - Avis sur le concours de maîtrise d'oeuvre pour la construction de logements sur le campus diplomatique de l'Ambassade de France au Mali

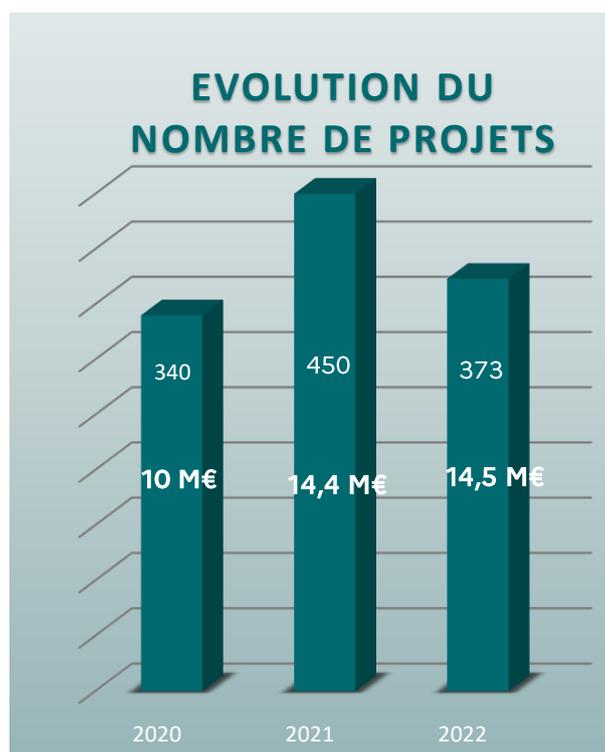
→ Les opérations annuelles de petit entretien lourd

La DIL a renforcé en 2022 son intervention en entretien lourd. Certains de ces projets ont connu des décalages, ralentis pour des raisons opérationnelles ou souvent par la crise sanitaire, et seront terminés en 2023.

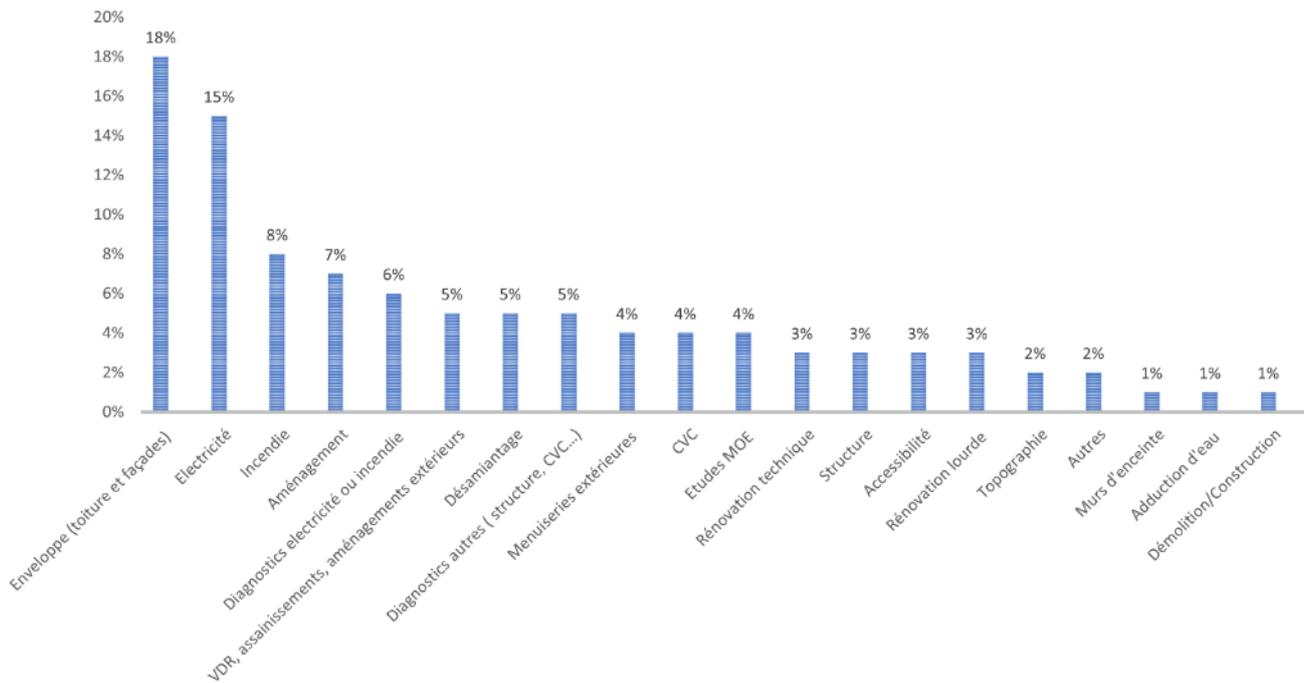
Les **priorités techniques** annoncées

dans les résultats :

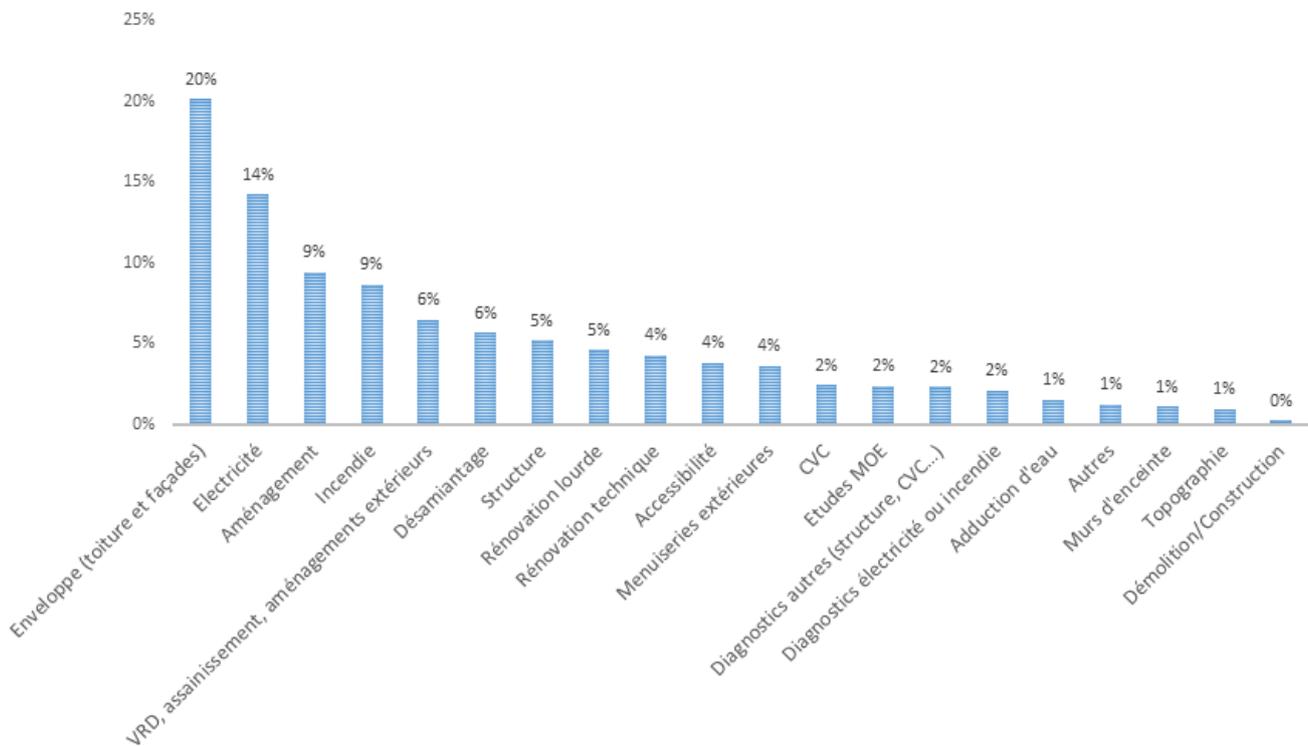
- **23%** des opérations pour la préservation du bâti
- **12%** pour la sécurité électrique
- **8%** pour la sécurité incendie
- **6%** pour le retrait d'amiante
- **4%** pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite
- **3** diagnostics énergétiques



NOMBRE D'OPERATIONS 2022 ENTRETIEN LOURD ANNUEL (TOTAL 373 OPERATIONS)



MONTANT D'OPÉRATIONS 2022 ENTRETIEN LOURD ANNUEL (TOTAL 14,5 M€)



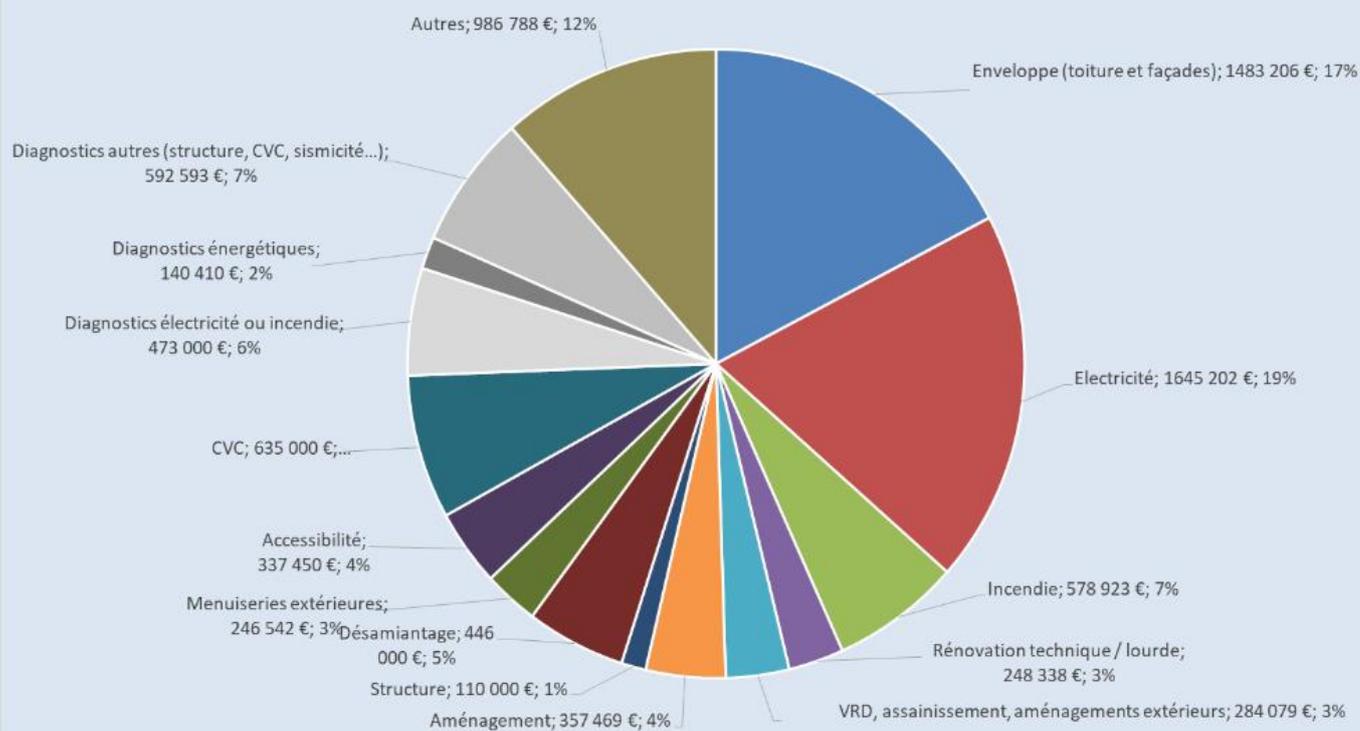
Pour 2023, les **priorités** se stabilisent à **10M€** minimum, pour 250 projets dans 100 pays, sur les thématiques suivantes (moyenne de 34 000 €/projet) :

Les **priorités techniques**

annoncées en prévision 2023 :

- **17%** des opérations pour la préservation du bâti
- **19%** pour la sécurité électrique
- **7%** pour la sécurité incendie
- **5%** pour le retrait d'amiante

Montant d'opérations 2023 entretien lourd annuel (total 8,5 M€, 1e vague)



3.2 Priorités transversales

→ La démarche amiante



Depuis le lancement de la démarche amiante en 2017 : **141 pays** sur les **162** visés (86%) ont été inspectés pour la création des diagnostics techniques amiante (DTA).

Après deux années rythmées par le contexte sanitaire, la campagne amiante a repris en 2022.

2 pays inspectés pour les mises à jour des dossiers techniques amiante et diagnostics avant travaux :
Brasilia, Buenos Aires, Rio et Sao Paulo (Argentine et Brésil)

13 pays inspectés pour la première fois

Togo, Ghana, Guinée Bissau, Sainte Lucie, Jordanie, Salvador, Tunisie, Jordanie, Salvador, Tunisie, Cuba, Jamaïque, Cap-Vert, Ethiopie, Soudan du sud, Sri-Lanka

En parallèle à la campagne de diagnostics amiante la DIL mène, en relation avec les postes, une action soutenue d'enlèvement de l'amiante identifiée, générant des travaux de désamiantage en opérations isolées ou dans le cadre d'une opération plus globale :

- Suites données aux obligations ou de recommandations de travaux découlant de la réalisation des diagnostics techniques amiante:
 - **4** en **2020**
 - **3** en **2021**
 - **11 opérations en 2022 pour 620k€**

Plusieurs opérations de désamiantage sont d'ores et déjà programmées pour les années à venir. La DIL souhaite réaliser un maximum de désamiantage des matériaux obligatoires, mais aussi de ceux qui ne nécessitent qu'un suivi périodique.

Pour permettre la continuité de gestion du risque amiante au sein du réseau diplomatique à l'étranger sur la période 2022-2026, la DIL a lancé une nouvelle consultation pour le renouvellement de l'accord-cadre avec 4 titulaires.

23 opérations seront organisées d'ici 2023-2024 pour 4M€.

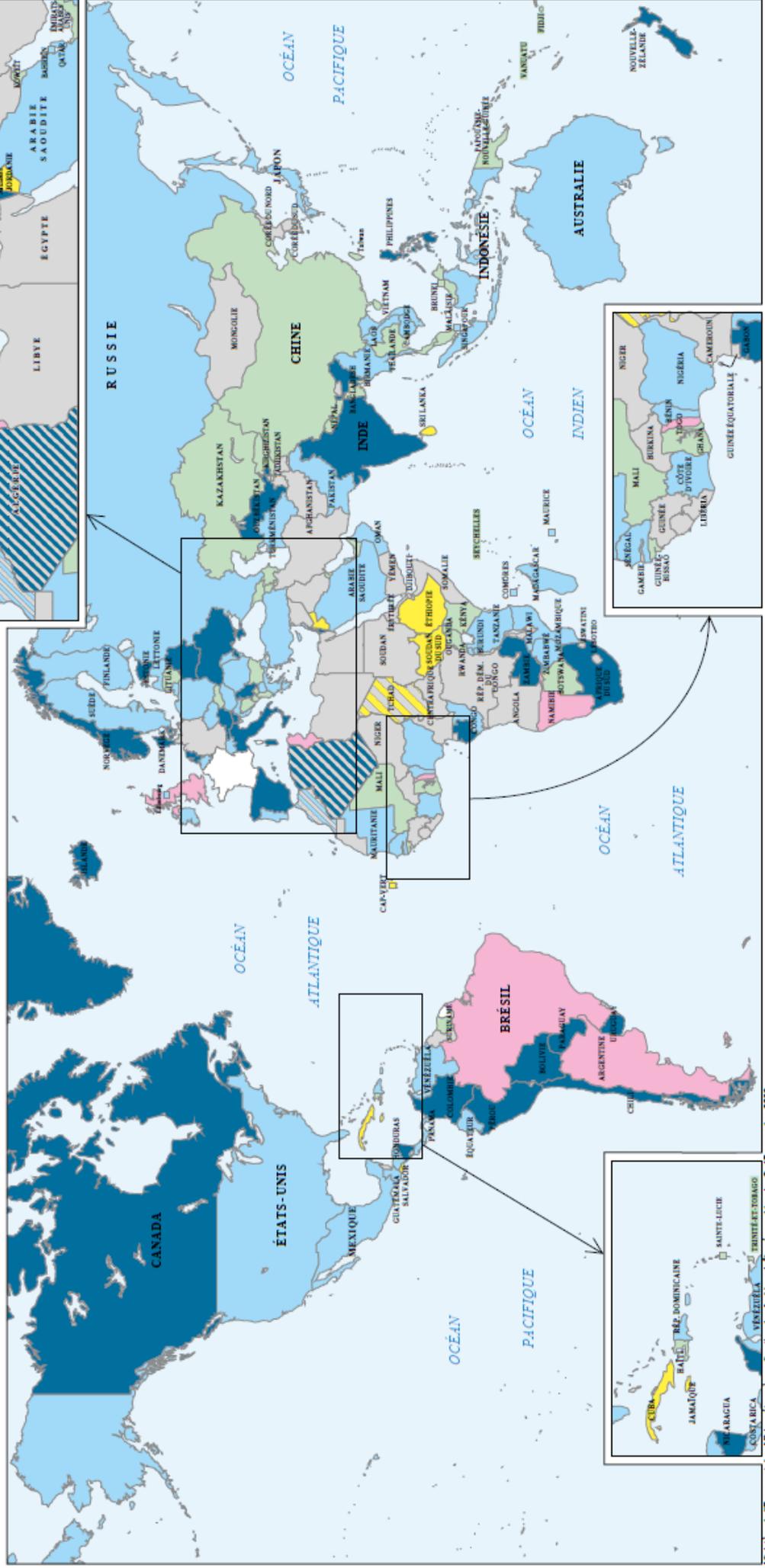
PAYS : LUXEMBOURG, SENEGAL, TURQUIE, AFRIQUE DU SUD, BRESIL, LETTONIE, BAHREIN, INDE, RUSSIE, SUEDE et NORVEGE

CAMPAGNE AMIANTE MEAE

Plan de charge 2023-2026

Pays inspectés lors de la campagne 2017-2022 devant faire l'objet d'une nouvelle mission

- MAJ DTA à réaliser en 2023
- MAJ DTA à réaliser en 2024
- MAJ DTA à réaliser en 2025
- Pays restant à inspecter
- Pays avec DTA sans amiante
- Diagnostic en cours



→ Accessibilité aux personnes à mobilité réduite

Toutes les opérations de construction ou de relocalisation intègrent les impératifs d'**accessibilité des locaux**, en particulier :

- celles qui ont été livrées au cours de l'année (campus et résidence à [Beyrouth](#), Instituts français de [Nouakchott](#) et [Izmir](#))
- les opérations en cours à [Séoul](#), [Tokyo](#) ou encore [Libreville](#)
- les projets actuellement développés à [Oslo](#) (regroupement ambassade/IF), [Alger](#) (modernisation du consulat général) [Copenhague](#) (installation du consulat au palais Thott) ou [Vienne](#) (regroupement de la RP OSCE et du consulat sur le site de la bilatérale).

En parallèle de ces opérations d'ampleur, la DIL a maintenu cette année les dépenses liées aux aménagements spécifiques d'accessibilité. Au

total, **16** opérations dédiées ont été réalisées en cette année 2022. La part éligible au fonds FIPHFP n'est pas encore précisément recensée mais les dépenses engagées pour **améliorer l'accessibilité des postes** se maintiennent par rapport à 2021, en très nette progression par rapport aux années précédentes puisqu'elles s'établissent à hauteur de 1,1 M€ (contre, par exemple, **560 k€** en 2017, année ayant donné lieu jusqu'ici aux dépenses les plus importantes). Les travaux correspondants portent sur la **mise aux normes d'ascenseurs** (consulat à [Lagos](#), ambassades à [Abidjan](#) et [Bogota](#)), la création de sanitaires adaptés ([Marrakech](#), [Mauritanie](#) et [Erbil](#)) ou encore la mise en accessibilité de certains espaces (à [Beyrouth](#) ou encore [Les Briars](#) pour les domaines de Sainte Hélène).

→ La transition écologique

La dimension environnementale est pleinement prise en compte lors des projets structurants neufs, comme les nouvelles ambassades à [Libreville](#) et [Doha](#), qui font l'objet d'une démarche de certification environnementale comprenant des objectifs d'exemplarité sur la performance énergétique, le confort, la gestion des ressources. De plus, les rénovations techniques lourdes intègrent systématiquement des améliorations énergétiques : rationalisation des équipements de climatisation [Niamey](#) - (travaux 2023), rénovation

de l'enveloppe de la résidence à [Stockholm](#) (travaux 2023), rénovation énergétique du campus diplomatique de [Canberra](#) (travaux 2023)... Enfin, pour les opérations annuelles, une priorité est désormais placée sur la performance énergétique. Par exemple, l'isolation de la toiture à [Nouakchott](#) (2022), la rénovation et amélioration du système de climatisation à [Ouagadougou](#) ou l'installation de panneaux solaires à [Caracas](#) (2021).

→ Le logement

Le ministère mène une politique de maintien en état du parc de logement dans son ensemble et de **création de logements** chaque fois que cela est rendu nécessaire par les conditions sécuritaires.

Le plan de charge actuel de la DIL comprend actuellement **10 opérations importantes** portant sur le logement ([Alger](#), [Cotonou](#), [Ouagadougou](#), [Yaoundé](#), [Addis Abeba](#), [Libreville](#), [Accra](#), [Bamako](#), [Bangui](#)), représentant

un montant total de **15 M€**, en plus d'autres **projets globaux de rénovation ou construction** comprenant eux aussi des logements ([Lagos](#) et [Abidjan](#)).

Enfin, une part significative de l'entretien lourd est consacrée au **maintien à niveau du parc de logements** : **29** projets pour **1,6 M€** (soit 18.8% des 8,8 M€ dédiés à l'entretien lourd à l'étranger), contre 30 projets pour 1,1 M€ en 2020.

3.3

Réalisations immobilières à l'étranger

BURKINA FASO – Ouagadougou

CAMEROUN – Yaoundé

CORÉE DU SUD – Séoul

ÉTATS-UNIS – Atlanta

ÉTATS-UNIS – Washington

GABON – Libreville

ITALIE – Rome

JERUSALEM – Eleona

JERUSALEM – Tombeau des rois

MAROC – Rabat

QATAR – Doha

SERBIE – Belgrade

Burkina Faso

Campus diplomatique à Ouagadougou

Construction de logements



Contexte et objectifs de l'opération

Le parc de la résidence diplomatique d'environ quatre hectares, accueille aujourd'hui 22 des 48 agents relevant du ministère. En raison du faible nombre de logements disponibles, la majorité des agents se loge actuellement dans le parc privé.

Dans un contexte sécuritaire tendu depuis 2015 et au vu des difficultés rencontrées par les agents, la construction de logements supplémentaires dans le campus de la résidence diplomatique a été décidée.

Opération

Le projet est composé de plusieurs typologies de logements superposés. Ils constituent des modules conçus sur les mêmes principes architecturaux. L'homogénéité des motifs crée une identité, un rythme. L'alternance des modules permet une diversité de dispositions qui évite la monotonie et la répétitivité.

Hormis les critères de qualité architecturale et de durabilité, cette construction tiendra compte des objectifs de performance énergétique et de développement durable.

Après une première phase d'étude au trimestre 2023, les travaux ont débuté en avril 2023 avec la démolition de 3 villas existantes. Les travaux dureront 12 mois.



Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement



1 2 3
Etude Travaux Livré

Chiffres Clés

1880 m² de surface utile brute

28 logements

12 mois de travaux

4,5 M€ de budget

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Ambassadeur de France au Burkina Faso
Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL/OIM).

Assistance maîtrise d'ouvrage :

Jones Lang Lasalle

Conduite d'opération :

Antenne immobilière régionale à Abidjan et sous-direction des opérations immobilière à l'étranger (DIL/OIM)

Maîtrise d'œuvre & entreprises :

ATAUB – PROJEX – PNHG
Bureau de contrôle : APAVE BURKINA
Coordinateur SPS : COTEXA



DIL/OIM- mars 2023

Cameroun

Institut français à Yaoundé

Rénovation et extension



Contexte et objectifs de l'opération

L'Institut français du Cameroun (IFC) a été installé au début des années 1960, dans un ancien entrepôt de la société des chemins de fer, construit dans les années 1950. Au fil des années, il a fait l'objet de nombreux aménagements structurels et est composé d'une accumulation de petits bâtiments présentant certaines incohérences et des dysfonctionnements techniques.

L'institut, qui a vu ses activités et sa fréquentation se développer ces dernières années avec un doublement des activités génératrices de recettes entre 2014 et 2019, nécessite aujourd'hui une rénovation complète.

Le projet de rénovation et d'extension permettra de bénéficier d'un outil véritablement opérationnel au regard de l'état actuel des locaux et de l'organisation entre les services.

Opération

En juillet 2020 un audit a permis d'évaluer les différentes options de rénovation. Chaque zone, dix au total, a fait l'objet d'une évaluation sur la base de trois critères: la localisation sur le site, le diagnostic architectural et le diagnostic technique.

Les travaux envisagés concernent la totalité des bâtiments. Ils seront néanmoins divisés entre la rénovation du bâtiment historique et la reconstruction des autres locaux situés sur le reste de la parcelle.

Une consultation a été lancée à la suite de la rédaction du programme fonctionnel et technique. Les auditions des candidats sont en cours, l'objectif est de lancer les travaux au mois de septembre 2023 pour une durée de 18 mois.

Calendrier



Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement



Chiffres Clés

1 767 m² de surface utile brute

26 mois de travaux

5M € de budget cofinancé DIL et Institut français à Yaoundé

Ambassade de France au Cameroun

Services et opérateurs concernés:
SCAC, Institut français

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Ambassadeur de la France au Cameroun
Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL/OIM).

Autres directions métier :

Direction de la sécurité diplomatique (DSD)

Conduite d'opération Antenne OIM à Libreville / Team Concept

Maîtrise d'œuvre : Team concept

Entreprise : Barla Barla Architectes



DIL/OIM- mars 2023

Corée du Sud

Campus Diplomatique de Séoul

Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement
Autre



1

Etude

2

Travaux

3

Livré

Chiffres Clés

9289 m² de terrain

2633 m² de Surface Utile Brute
construite

17,4 M€ de budget

Ambassade de France en Corée du Sud

Services et opérateurs concernés

:

- Ambassade, consulat, Institut français et service économique
- Campus France, Business France

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage : Ambassadeur de France en Corée

Direction des immeubles et de la logistique (DIL/OIM)

Autres directions métier :

Direction de la sécurité diplomatique (DSD), Direction du numérique (DNUM)

Conduite d'opération : Antenne DIL de Séoul

Maîtrise d'œuvre : Groupement d'agences d'architecture : Sathy (français) et Mass Studies (coréen)

Entreprises : EAN&RC (travaux principaux du campus), Jim&Hall's (relocalisation provisoire), Gevolys et Gunnebo (travaux DSD)



Contexte et objectifs de l'opération

La présence française à Séoul est historiquement située sur le site d'exception dit de Hap Dong et organisée en campus diplomatique. Conçu en 1962 par l'architecte coréen *Kim Chung-up*, disciple de *Le Corbusier*, le campus a été pensé comme une promenade architecturale au sein d'un ensemble harmonieux de trois bâtiments : la résidence de l'ambassadeur, le pavillon et la chancellerie diplomatique.

Dans le respect de ce patrimoine de l'architecture coréenne du XXe siècle, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères a lancé une opération structurante de modernisation de notre outil diplomatique et de regroupement des services, jusqu'alors dispersés.

Opération

Dans le respect du triptyque original, l'opération consiste à construire un premier ensemble de 3 bâtiments : la Tour sur 10 niveaux, la Jetée offrant une grande terrasse de réception, et un poste de garde extérieur. Le pavillon, élément central hébergeant une galerie d'exposition et un auditorium, a été quant à lui reconstruit à l'identique selon les recommandations de l'architecte du patrimoine coréen. Enfin, la résidence et ses abords formant le dernier ensemble, ont été restaurés (façades, circulations extérieures et partie arborée).

Démarrés en avril 2021, après l'installation provisoire des services dans la tour WOORI, les travaux s'achèvent fin mars 2023.

L'inauguration du campus est prévue en avril 2023 ainsi que l'installation des services dans leurs nouveaux bureaux.

Calendrier

Janvier 2015

Début
des études

Janvier 2021

Installation
provisoire dans la
tour Woori

Avril 2021

Début
des travaux

Mars 2023

Livraison
Prévue



DIL/OIM- mars 2023

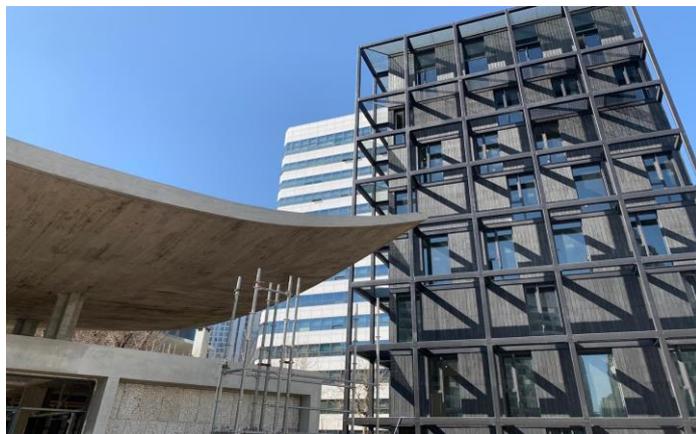
Corée du Sud

Campus Diplomatique de Séoul

Ambassade
 Consulat
 Institut
Campus
 Logement
 Autre



Le site en 1966



Le Pavillon, la Tour



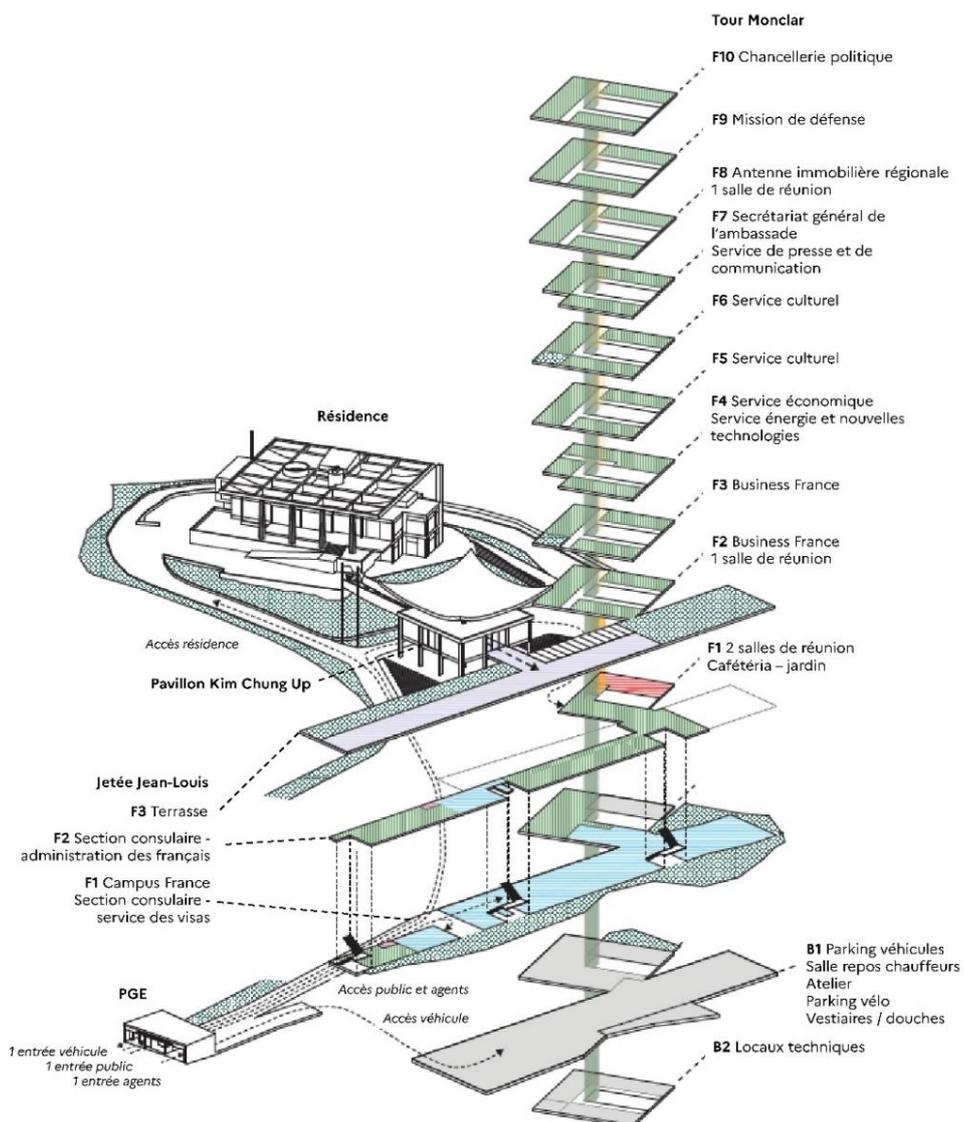
Visite de la DIL fin novembre 2022



La Jetée (perspective intérieure)

La France en Corée

Ambassade de France à Séoul
 Direction des Immeubles et de la Logistique



États-Unis

Consulat général à Atlanta

Travaux d'aménagement



Contexte et objectifs de l'opération

Le consulat général de France occupait jusqu'alors une suite de 714 m² dans l'immeuble Buckhead à Atlanta. À la suite de l'externalisation de l'activité visas, suivie de la fermeture en décembre 2018 des bureaux de Business France, la surface louée n'était plus adéquate aux besoins du consulat.

Il a été décidé de relocaliser le consulat à la fin du bail. En juin 2020, une trentaine de bâtiments a été proposée pour la relocalisation du consulat. Ils devaient revêtir plusieurs caractéristiques spécifiques : être de classe énergétique A, proposer un loyer toutes charges comprises, avoir un centre de conférences et parking. C'est finalement une suite d'une superficie plus restreinte, dans le même immeuble, qui a été retenue. À la suite de validation de la commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières (CIME), le bail a été signé le 14 avril 2021 pour 10 ans.

Opération

Afin d'accueillir le consulat général, les nouveaux locaux ont fait l'objet de travaux d'aménagement et de mise aux normes. La réalisation des travaux d'aménagement a été confiée au bailleur (TPA group) qui s'est chargé de la conception, de l'appel d'offre, du suivi des travaux et du management de projet. L'appel d'offres travaux « aménagement » a été lancé fin juin 2021 et l'entreprise CBI a été retenue. Les cloisonnements, sols, plafonds, menuiseries, électricité, les réseaux de chauffage et ventilation, peinture, protection incendie ont été remis aux normes locales.



Ambassade

Consulat

Institut

Campus

Logement



1

Etude

2

Travaux

3

Livré

Chiffres Clés

16 postes de travail

346 m² de surface utile brute

9 mois de travaux

540 000 € de budget

Ambassade de France aux États-Unis

Services et opérateurs concernés :
Consulat général

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Ambassadeur de France aux États-Unis
Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL/OIM),

Autres directions métier :

Direction du numérique (DNUM),
direction de la sécurité diplomatique (DSD)

Conduite d'opération : Antenne DIL Washington

Maîtrise d'œuvre : TPA Group

Entreprises : Alscan et CBI



Salle de réunion

DIL/OIM- mars 2023

États-Unis

Résidence à Washington

Restauration des façades

Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement



Chiffres Clés

30 postes de travail

12 008 m² de surface utile brute

26 mois de travaux

5,4 M€ de budget cofinancé

Contexte et objectifs de l'opération

La résidence de l'Ambassadeur de France aux Etats-Unis est une grande demeure de 4 niveaux, d'une superficie totale de 2 140 m², bâtie sur un terrain de 12 008 m². Construite en 1910 dans un des meilleurs quartiers de Washington, son intérieur alliant une ossature bois et un parement brique lui font revêtir un caractère patrimonial exceptionnel.

Elle accueille chaque année plus de 10 000 visiteurs pour des réceptions, dîners ou déjeuners et héberge environ 500 invités. Outre les appartements privés de l'Ambassadeur, deux agents de service sont également logés. Une quinzaine d'agents y travaille tous les jours pour l'activité de réception.

À la suite du détachement de morceaux de pierre sur ses façades et à l'apparition de fissures, une rénovation s'est révélée indispensable.

Opération

En 2021, un diagnostic et des études ont été menés par un cabinet d'architecture privé, à l'issue desquels un appel d'offres a été lancé pour la réalisation de deux phases de travaux.

L'opération comprenait dans un premier temps, la rénovation de l'aile Nord-Est de la résidence (reconstruction structure chien assis, cheminées) et dans un second temps, la sécurisation des trois autres ailes de la résidence.

La première phase a été réalisée dès la fin de l'année 2021 et la seconde a débuté en février 2023 pour s'achever en juin.

Ambassade de France en Etats Unis

Services et opérateurs concernés:
Résidence de l'Ambassadeur de France aux Etats-Unis

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Ambassadeur de la France aux États-Unis

Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL/OIM)

Autres directions métier : Direction de la Sécurité Diplomatique (DSD)

Conduite d'opération : Antenne Washington

Maîtrise d'œuvre : Quinn Evans



Résidence avant travaux

Calendrier

Janvier 2021

Début des études

Septembre 2021

Début des travaux

Juin 2023

Livraison



DIL/OIM- février 2023

Gabon

Ambassade à Libreville

Relocalisation

Ambassade

Consulat

Institut

Campus

Logement



1 2 3
Etude Travaux Livré



Contexte et objectifs de l'opération

Dans le cadre du projet de rationalisation des implantations françaises à Libreville, le Département a initié le regroupement sur le site de la Résidence, de l'Ambassade et du Consulat général. Ce projet s'inscrit dans une ambition environnementale qui vise l'obtention de la certification de haute qualité environnementale CERWAY et une labellisation FSC (Forest Stewardship Council) valorisant l'emploi de bois issus de la gestion durable des forêts.



Opération

La construction de la nouvelle ambassade s'achève en 2023 après plus de 4 ans de travaux, marqués par des problèmes d'approvisionnement, des exigences techniques pointues et une coordination complexe de 13 entreprises.

Pour l'architecte, Fabienne Bulle (agence FBAA), la nouvelle ambassade présente une image emblématique, caractérisant aussi bien sa fonction que son devoir de représentation; une image évocatrice aussi d'une économie locale, d'une forêt primaire en quête d'exploitation responsable et écologique, une image aussi pour une filière bois locale en développement.

Ambassade de France au Gabon

Services et opérateurs concernés:
Chancellerie et Consulat.

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage : Ambassade de France au Gabon, Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL/OIM).

Autres directions métier : Direction de la sécurité diplomatique (DSD), direction du numérique (DNUM)

Conduite d'opération : Antenne DIL de Libreville

Maîtrise d'œuvre : cabinet d'architecte Bulle (FBAA)

Entreprises : 15 lots avec 13 entreprises (FACO, SOBEA, STAFF, SCPJF, ECOWOOD, CGPR, MBA, SNEF, JARDIGAB, ANTARES, SECURITAS, SPP, CGPR)



Italie

Palais Farnèse à Rome

Rénovation des façades et de la toiture



Ambassade

Consulat

Institut

Campus

Logement

Autre



1 2 3

Etude Travaux Livré

Chiffres Clés

15 627 m² de terrain

12 000 m² de surface utile brute

6,9 M€ dont 2 M€ de participation du ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation

Contexte et objectifs de l'opération

Le palais Farnèse datant de la période de la haute renaissance italienne, est l'un des monuments historiques les plus célèbres de Rome. Il accueille plusieurs institutions françaises dont le siège de l'Ambassade de France en Italie et l'Ecole française de Rome depuis le 19^e siècle.

Le bâtiment a été construit entre 1513 et 1589, sous la supervision de quatre architectes renommés : Antonio da Sangallo le Jeune, Michel-Ange, Vignole et Giacomo della Porta.

L'état global vétuste des façades et de la toiture du palais a rendu nécessaire un vaste projet de rénovation, mené par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères en lien avec la Surintendance spéciale pour l'archéologie, les beaux-arts et le paysage de Rome.

Opération

Le chantier a débuté en mars 2021, après 3 ans d'études. Il se déroule en 4 phases. La première correspond à la restauration de la façade latérale et de la toiture via dei Farnesi, exposée nord-ouest. Ensuite, la restauration de la façade et de la toiture via del Mascherone puis le nettoyage de la façade et la restauration de la toiture Piazza Farnese. Enfin, la dernière phase concerne les restaurations de la toiture sur jardin et du mur d'enceinte sur via Giulia.

Ce chantier est une opération de référence, par la nature des travaux, réalisés sur un bâtiment historique et par l'environnement particulier du palais Farnèse, propriété italienne accueillant des institutions françaises. Commencés en 2017, ces grands travaux parachèveront le 150^{ème} anniversaire de la présence française dans le palais en 2026.

Ambassade de France en Italie

Services concernés :

- Chancellerie diplomatique
- Résidence de l'Ambassadeur de France en Italie
- Institut français et SCAC
- École française de Rome (direction et bibliothèque)

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Ambassadeur de France en Italie, Direction des immeubles et de la logistique (DIL/OIM)

Conduite d'opération : Antenne DIL de Rome

Maîtrise d'œuvre :

Pierre-Antoine Gatier

Entreprises :

Ceccaranelli, Lares, Picalarga

Calendrier

Mars 2021 à

Juillet 2022

Début des études

Avril 2017

1^{ère} phase des travaux

Oct 2022

2^{ème} phase des travaux

2026

Livraison prévue



DIL/OIM- juillet 2023

Jérusalem

Sanctuaire de l'Eleona



Contexte et objectifs de l'opération

Le sanctuaire d'Eleona est le site qui abrite la grotte du « Pater Noster », lieu traditionnel des enseignements du Christ, où il aurait enseigné la prière du « Notre Père » à ses apôtres. Sur ce lieu avait été construite l'une des trois grandes basiliques constantiniennes de Jérusalem (avec le Saint-Sépulcre et la Nativité).

L'hypogée, situé à l'ouest de la crypte du Pater, est un ancien tombeau troglodyte creusé directement dans la roche naturelle. La crypte comporte une petite salle entourée de plusieurs caveaux avec des cadres en blocs de pierre.

Ces dernières se sont partiellement effondrées côté ouest, conduisant à la consolidation de la voûte afin de sécuriser la zone et de retirer les tirants de soutien aujourd'hui corrodés. Les prochains travaux permettront la reconstitution de la voûte et la reprise de la structure de l'hypogée.

Opération

En 2021, le cabinet GOUTAL a réalisé une étude approfondie sur la réfection de l'hypogée et des espaces extérieurs de l'Eleona, validé par la DIL en mai 2022.

Une consultation de travaux a été lancée en juillet 2022 pour la phase de candidature puis en septembre 2022 pour la phase d'offres. C'est l'entreprise GALIM (Mauge), qui a été sélectionnée pour réaliser le confortement de l'hypogée de l'Eleona.

La définition et la notification du contrat ont été effectuées lors de la mission de la DIL et de l'architecte en chef des monuments historiques en mai 2023. Les crédits ont été délégués au poste. Les travaux ont démarré la semaine du 21 juin 2023 pour 18 mois.

Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement
Autre



1 Etude 2 **Travaux** 3 Livré

Chiffres Clés

2 350 m² de surface pour la

France

18 mois de travaux

1,2 M€ de budget immobilier financé par la France

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Consulat général de France à Jérusalem
Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL/OIM).

Maîtrise d'œuvre :

Groupement ACMH, Goutal, Cabinet François, Equilibre Structure

Conduite d'opération :

Sous-direction des opérations immobilières à l'étranger
Antenne OIM d'Istanbul

Entreprises :

GALIM

Calendrier

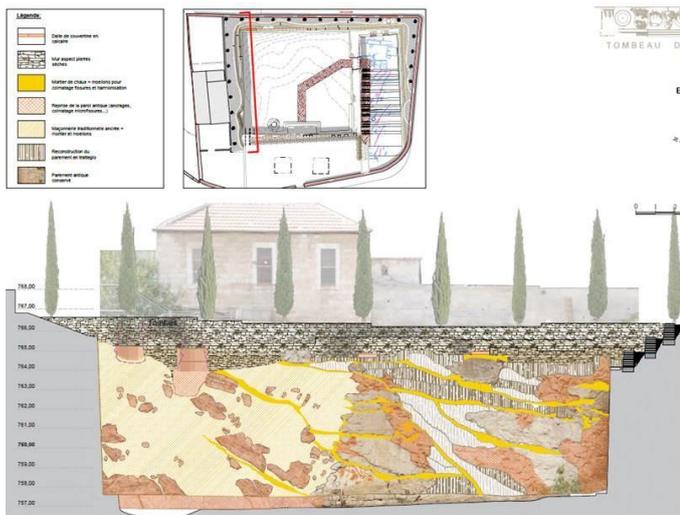


DIL/OIM- septembre 2023

Jérusalem

Tombeau des rois

Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement
Autre



1 Etude
2 Travaux
3 Livré

Chiffres Clés

2 428 m² de surface pour la France

18 mois de travaux

2,9 M€ de budget immobilier

Contexte

Le Tombeau des rois à Jérusalem est un ensemble de tombes monumentales taillées dans le roc, datant de la période du Second Temple de Jérusalem. Le site de 2 428 m² est situé au nord des murs de la Vieille Ville, près de la porte de Damas. Dès 1863, il est fouillé par des archéologues français puis acquis par les frères Pereire en 1878, par le biais du Consul de France. En 1878, ils en font la donation à la France. Cette donation restreint l'usage de ce bien, puisque la destination ne peut en être modifiée.

Au début du 20^e siècle, l'Empire ottoman a confirmé le droit de la France à assurer une protection particulière des communautés chrétiennes françaises en Terre Sainte, par deux traités. Aujourd'hui, en raison du principe de la succession d'État, ces traités sont toujours en vigueur. Le consulat général de France possède donc une fonction héritée de cette histoire.

Opération

Le cabinet GOUTAL a réalisé une étude approfondie sur l'achèvement de la restauration totale du site du tombeau des Rois. La rénovation du tombeau s'effectuera en trois phases : la reprise de la façade Nord ainsi que les autres façades du site.

Le coût des travaux est estimé à 2 millions d'euros. A la suite des études de l'architecte en chef des monuments historiques (ACMH), les travaux pourront débuter en 2023. C'est l'entreprise israélienne ARCO, qui a été sélectionnée pour l'achèvement des travaux.

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Consulat général de France à Jérusalem
Direction des Immeubles et de la Logistique (DIL/OIM).

Maîtrise d'œuvre :

ACMH groupement GOUTAL, Equilibre Structure, Cabinet François

Conduite d'opération:

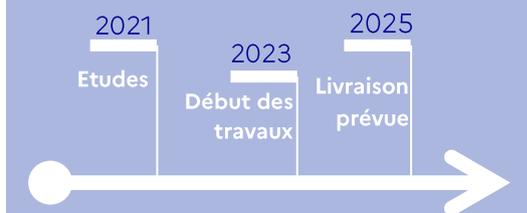
Sous-direction des opérations immobilières à l'étranger

Antenne OIM d'Istanbul

Entreprises :

ARCO

Calendrier



Maroc

Résidence Delacroix à Rabat

Rénovation des logements

Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement


**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*



Chiffres clés

5831 m² de surface utile brute

24 mois de travaux

2,5 M€ de budget financé par
la DIL

Contexte et objectifs de l'opération

La résidence Delacroix à Rabat a été construite en même temps que le campus diplomatique (en face de celui-ci) et la résidence de France, par l'architecte franco-chilien, Guillermo Juan de la Fuente, disciple de Le Corbusier.

D'une surface de 5 831 m² et comprenant 67 logements à destination des agents, cet ensemble avait un aspect fortement dégradé et des menuiseries vétustes en acier fortement corrodées. L'objectif de l'opération est de remettre en état cet ensemble en améliorant l'aspect visuel, le confort thermique et acoustique.

Opération

Le projet consistait à remplacer l'ensemble des menuiseries extérieures métalliques de la résidence par des menuiseries double vitrage performantes et opérer un ravalement complet des façades et des coursives. La réalisation de cette opération a permis de redynamiser cette résidence qui, en 2017, était occupée à moins de 70% (contre 100% en 2022). Ce chantier complexe a duré deux années et a été réalisé en fractionnant les opérations. La dernière phase de travaux a été engagée en juillet 2023 et prévoit l'isolation thermique, l'étanchéité des toitures ainsi que le remplacement du système de chauffage par un système de pompes à chaleur. L'état technique du bâtiment en sera amélioré.

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Ambassade de France au Maroc,
Direction des immeubles et de la
logistique (DIL/OIM)

Conduite d'opération :

Antenne DIL de Rabat

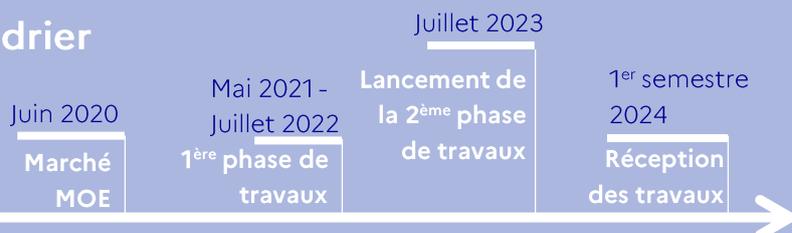
Maîtrise d'œuvre :

Atelier
d'architecture ZOUAOUI – AAZ
BET : EMENDA

Entreprises :

Ravalement de façades : H2O
Remplacement des menuiseries
extérieures : SEPARATOR
Isolation et système de chauffage :
SMADIRE

Calendrier



Qatar

Construction d'un campus diplomatique à Doha



Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement
Autre



1

Etude

2

Travaux

3

Livré

Chiffres Clés

10 320 m² de terrain

5 640 m² de Surface Utile Brute

15 M€ (coût global de l'opération)

Contexte et objectifs de l'opération

En juillet 2010, les autorités qataries ont demandé au ministère de quitter emprises actuelles, situées, quartier de West Bay à Doha, destiné à devenir un lieu à vocation touristique et résidentielle. En accord avec les autorités qataries, il a été décidé de transférer la chancellerie et la résidence vers le nouveau quartier diplomatique sous réserve d'une compensation financière à verser par le Qatar. Après plus de cinq ans consacrés aux négociations financières, le Qatar a accordé une indemnisation à hauteur de 8,9 M€ au taux de change en vigueur dont un premier versement de 50% soit 4,5 M€ obtenu à l'été 2016. Dès que ces préalables ont été acquis, la France a lancé l'opération immobilière de relocalisation, qui a débuté par un concours d'architecture. Le marché de conception-réalisation a été notifié le 27 janvier 2016.

Une opération exemplaire en matière de qualité environnementale

L'aménagement sur la parcelle est conçu comme un espace paysager à valoriser et à habiter dans le contexte de Doha, prenant en compte le climat et la culture locale. L'ambassade de France à Doha s'ouvre ainsi sur un cœur de vallée verte, construite au fil de l'eau. L'objectif est de conserver une traversée verte longitudinale de la parcelle en y implantant les bâtiments au Nord et au Sud, tout en respectant la fonctionnalité et la sécurité du site. L'ensemble des bâtiments, ambassade, résidence de l'ambassadeur et logements des gendarmes, sont conçus de manière à créer un ensemble cohérent et bioclimatique, qui permettra de limiter la climatisation, et favorisera une ventilation naturelle.



Ambassade de France au Qatar

Services concernés :

- Chancellerie diplomatique
- Résidence de l'Ambassadeur de France au Qatar
- Service consulaire
- SCAC, SER
- Mission militaire, Mission coopération militaire (ministère de la Défense)
- ASI (ministère de l'Intérieur)

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage :

Ambassadeur de France au Qatar,
Direction des immeubles et de la logistique (DIL/OIM)

Conduite d'opération :

Antenne DIL d'Abou Dabi

Conception / réalisation :

MATTA Contracting Qatar (mandataire – travaux / SUD ARCHITECTES (MOE architecte) / AR ARCHITECTES (MOE HQE) / RBS (MOE BET structure) / TEM PARTNERS (MOE BET Fluides/VRD) / EUROPTIMA (MOE OPC)

DIL/OIM – Juillet 2023

Qatar

Construction d'un campus diplomatique à Doha

Ambassade
Consulat
Institut
Campus
Logement
Autre

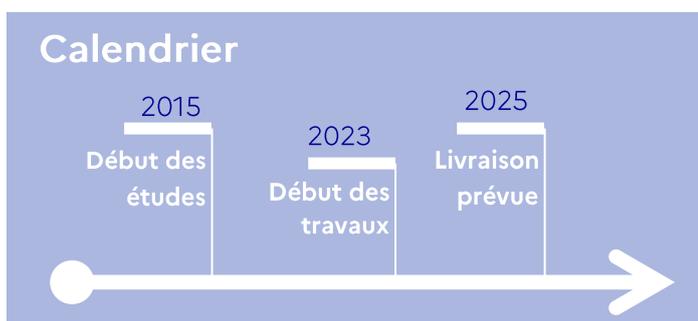
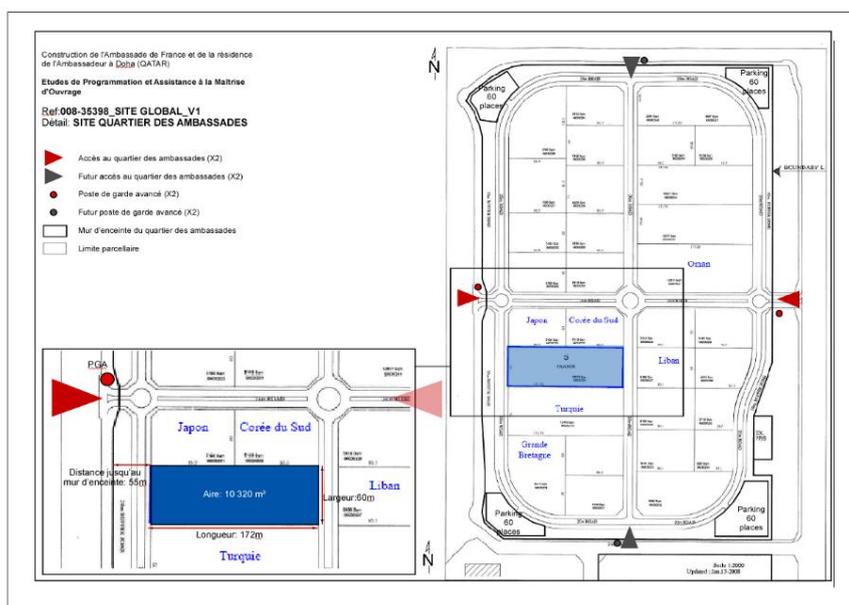

**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Avancement de l'opération

Le déroulement des études de maîtrise d'œuvre s'est heurté à différentes contraintes liées aux autorisations administratives. Le permis de construire qatari s'instruit en deux volets, respectivement obtenus en novembre 2017 et novembre 2019. Le permis de construire a été officiellement obtenu le 26 août 2020 après la souscription d'un contrat auprès d'un bureau de supervision local, imposé par les autorités locales.

L'entreprise a également sollicité une augmentation financière du coût de l'exécution des travaux en raison de la conjoncture économique actuelle ayant un impact sur le coût des matières premières et l'évolution du contexte social au Qatar. Les négociations engagées avec le mandataire du groupement ont permis d'aboutir à une augmentation fixée, limitée et s'entend à qualité et prestations identiques à celles énoncées dans le marché.

Ainsi, les études de projet (PRO) ont été validées en juin 2023. La tranche conditionnelle relative à la réalisation des travaux a été également affermie. Les travaux d'une durée de 2 ans seront réceptionnés au second semestre 2025.



Serbie

Ambassade de Belgrade



Contexte et objectifs de l'opération

L'ambassade de France à Belgrade, située en plein cœur de la cité serbe constitue un des chefs-d'œuvre de l'architecture des représentations consulaires française du XXe siècle. Edifiée par Roger-Henri Expert entre 1930 et 1932, cet édifice par la richesse de son décor, de ses matériaux et de son mobilier témoigne de l'esthétique de l'art Décoratif.

A partir de mars 2016, suite à des événements pluvieux, l'ambassade a signalé l'apparition d'importantes infiltrations dans plusieurs bureaux situés sous la terrasse principale et les terrasses latérales, parées de marbre blanc de Venčac.

Opération

Une opération de reprise totale de l'étanchéité sous les dalles de marbre a ainsi été réalisée, intégrant également le traitement du mur d'enceinte présentant des pathologies.

L'opération a été menée par un groupement de maîtrise d'œuvre français dont un architecte en chef des bâtiments historiques comme mandataire, et s'est appuyé sur un architecte local afin de parfaire le suivi de travaux. L'opération consistait en une dépose soignée des dalles de marbre et leur restauration, un curage complet des différentes couches d'étanchéité accumulées par les opérations de réparation antérieures, une longue période de séchage en période estivale, la mise en œuvre d'une étanchéité liquide et la repose de dalles restaurées ou complétées par de nouvelles. Le cheminement de l'évacuation des eaux pluviales a également été amélioré. La rénovation de l'étanchéité a permis de retrouver les niveaux de sol finis d'origine.

Calendrier



Ambassade

Consulat
Institut
Campus
Logement
Autre

1

Etude

2

Travaux

3

Livré

Chiffres Clés

33 postes de travail

3 900 m² de surface utile brute

16 mois de travaux

537k € de budget

Ambassade de France en Serbie

Services et opérateurs concernés :

Ambassade de France en Serbie (chancellerie diplomatique, service de presse, section consulaire, secrétariat général d'ambassade, mission de défense)

Intervenants

Maîtrise d'ouvrage : Ambassadeur de France en Serbie

Autres directions et métiers : DSD

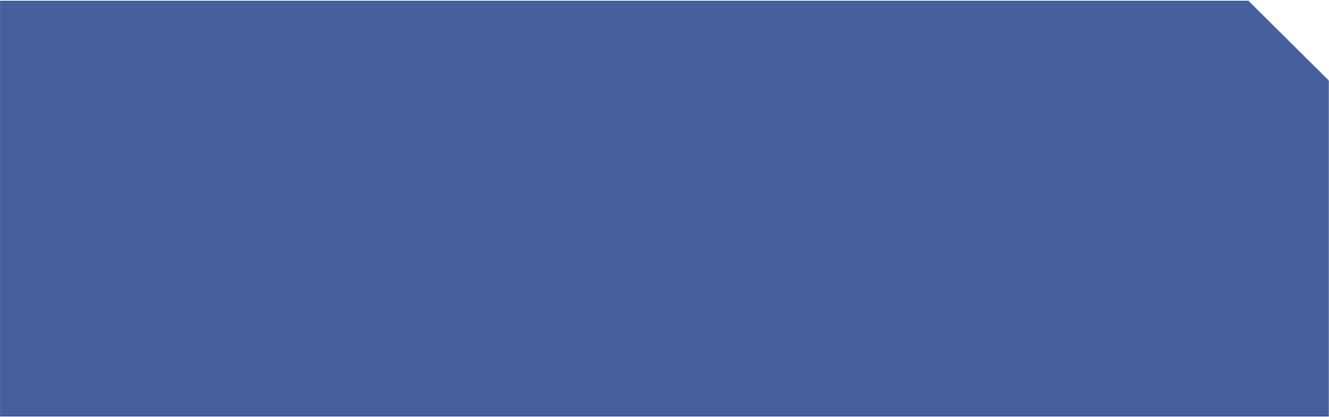
Conduite d'opération : Secteur étranger 3 (DIL/OIM)

Maîtrise d'œuvre : Lympia/Ginger (Maîtrise d'œuvre locale : Studio Romb)

Entreprise: AKANTUS (maçonnerie et étanchéité),



DIL/OIM – juillet 2023



4. Affaires domaniales et administratives, patrimoine et décoration



2022 – ADAPAD en chiffres

Affaires Financières



100 M€ AE et **105** M€ CP dont
56,1 M€ pour l'entretien lourd (+24 M€ par rapport à 2020)

Patrimoine et Décoration



26 165 biens culturels dont **11 504**
biens propriétés du MEAE

9 870 biens déposés (Louvre, Fnac, mobilier national...)

16 rapatriements d'œuvres concernant plus
de **100** œuvres

36 projets de décoration réalisés en France
et à l'étranger hors missions quotidiennes de conseil.

34 projets de décoration en cours

Affaires Domaniales



PARC IMMOBILIER

685 M€ valeur du parc immobilier en France

1 878 biens à l'étranger représentant

1,574 M m² évalué à **4,387** Mds €

79 biens à l'étranger ayant fait l'objet d'une évaluation

BAUX

107 baux renouvelés en 2022

428 baux suivis à l'étranger

7 baux suivis en France

CESSIONS

12 M€ de cessions réalisées en **8** ventes effectives

142 dossiers présentés en CIME

SCHEMAS DIRECTEURS IMMOBILIERS A L'ETRANGER (SDIE)

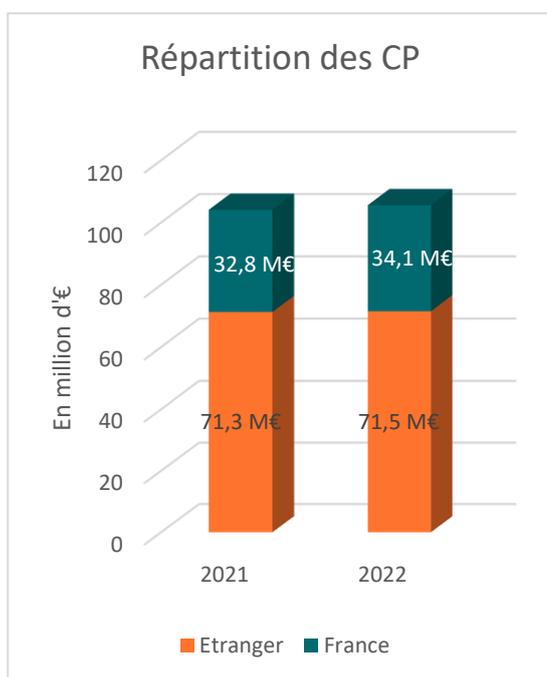
12 SDIE réalisés

7 SDIE en cours d'élaboration (Algérie, Belgique, Brésil, Etats-Unis, Inde, Tunisie, Tchad)

4.1 Affaires financières

La mission du bureau de la programmation et des affaires financières (AF) est de coordonner et synthétiser l'ensemble de la programmation budgétaire de la DIL, de garantir sa soutenabilité et de veiller à sa bonne exécution. La programmation est élaborée par les sous-directions métier et les bureaux du domaine et du patrimoine et de la décoration. La programmation budgétaire comprend les loyers en administration centrale et à l'étranger, le financement des opérations immobilières en France et à l'étranger (construction, entretien, rénovation...), ainsi que le financement des missions de décoration et de conservation du patrimoine. Le bureau veille aussi aux achats de fluides (électricité, gaz...) et aux dépenses de fonctionnement des services parisiens, ainsi qu'à celles du centre de conférences ministériel et du parc automobile.

→ Une exécution budgétaire soutenue malgré les difficultés liées à une conjoncture économique instable



L'enveloppe de crédits, stable par rapport à 2021, s'élevait en loi de finances initiale pour 2022 à **100 M€ en AE et 105 M€ en CP**. L'exercice a été compliqué par les aléas liés à la flambée des prix de l'énergie, des transports, aux variations des taux de chancellerie, ainsi qu'à la nécessité de procéder au règlement d'arriérés de loyers importants. En outre, la généralisation de Crocus dans les postes à l'étranger a constitué un défi à relever, notamment pour le secteur étranger du bureau qui s'est efforcé d'accompagner aussi bien les agents de la DIL en centrale que les postes dans leur appropriation de l'outil.

Le bilan financier reste très satisfaisant, avec une consommation finale de 94 % des crédits (CP) ouverts en LFI (hors réserve et reports). Le pilotage en cours d'exercice des consommations des différentes activités a permis de maintenir un rythme soutenu d'engagement et de consommation.

→ Un travail de programmation consolidé entre les deux outils budgétaires

Outre les crédits d'investissement alloués à la DIL sur le programme P105, la politique immobilière du ministère s'appuie sur les crédits du compte d'affectation spéciale CAS 723, dont le responsable de programme est la direction de l'immobilier de l'Etat (DIE). La DIL, et plus spécifiquement, le bureau AF qui représente le ministère dans le dialogue de gestion avec la DIE, veille à la priorisation des travaux à engager, sur la base d'un diagnostic technique et financier destiné à étaler les financements et les besoins.

Alimenté par les produits de cessions à l'étranger, le CAS est, par son caractère pluriannuel, un outil budgétaire adapté à la conduite des opérations immobilières. Le choix a été fait de sécuriser la trajectoire financière du projet stratégique QO 21 sur le CAS et de ne plus faire porter de nouvelles opérations, notamment à l'étranger, sur cet outil. Cette situation, qui conduit à reporter l'essentiel de la programmation immobilière à l'étranger sur le programme P105, donne tout son sens à l'exercice de programmation mené par la DIL et le bureau AF.

4.2

Bureau du domaine

Les rôles du bureau du domaine

- Respecter les critères de la politique immobilière de l'Etat en France et les mettre en adéquation avec les contraintes immobilières à l'étranger (localisation proche des centres de décision du pays hôte, surfaces de représentation adéquates, prise en compte du contexte sécuritaire...).
- Expertiser les contextes domaniaux locaux pour assurer une occupation immobilière juridiquement sécurisée et économiquement maîtrisée.
- Aider à la valorisation du parc immobilier à l'étranger en participant aux opérations de rationalisation (regroupement de services et d'opérateurs, colocalisations...) et par la conduite d'opérations d'adaptation du parc (campagnes d'évaluation, cessions...)
- Améliorer la connaissance du parc immobilier à l'étranger.

→ Les cessions

Les opérations de cession traduisent la volonté de mener une politique immobilière dynamique, fondée sur l'analyse et la gestion du portefeuille d'actifs. L'évolution des besoins, des missions, aussi bien que du contexte diplomatique, invite à repenser en permanence la composition du parc immobilier du ministère et les choix d'implantations au sein de notre réseau. La vente d'actifs immobiliers devenus inutiles ou répondant mal au besoin, dégage des liquidités qui, par le canal du CAS 723, peuvent être réaffectées à l'investissement dans des bâtiments plus modernes, rénovés, mieux adaptés aux besoins.

En 2022, un total de 12 M€ de ventes a été réalisé, avec 8 cessions. Les opérations de vente effective de la villa du chef du service économique à Séoul (7,8 M€), d'une parcelle de

la résidence à Berne (2,8 M€), de la résidence du consul général à Barcelone (2,2 M€), d'une villa à Rome (1,2 M€) et de la villa du service économique régional à Washington (870 k€) ont été conclues. Les principes de vente de diverses villas à Washington et Rabat ainsi que ceux de la chancellerie détachée de Port Gentil, de la résidence du représentant permanent auprès de l'OACI de Montréal et d'un logement à Séoul ont été validés pour cessions futures.

La politique de cessions reste tributaire de nombreux aléas qui peuvent retarder, voire bloquer temporairement les projets, comme c'est le cas, par exemple, de cessions prévues au Liban, en Israël et en Iran.

→ Le renforcement de l'expertise domaniale

Dans le cadre de la réforme des réseaux de l'État à l'étranger, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères est devenu affectataire de 215 biens immobiliers à l'étranger qui étaient auparavant gérés par d'autres ministères. L'intégration de ces biens dans la gestion domaniale du parc du ministère a été menée par une équipe de quatre collaborateurs en charge de la mise à jour des données pour le progiciel Chorus RE FX (module de l'inventaire immobilier de l'Etat), en lien avec les postes : l'ambassadeur demeure en effet le représentant des Domaines à l'étranger et donc, à ce titre, seul habilité à autoriser la modification des inscriptions domaniales à l'inventaire du patrimoine immobilier de l'Etat.

Ce travail de fond est complété par le recoupement des données et contrôle de pièces (titres de propriété, baux, divers accords etc...) pour fiabiliser les biens gérés par le MEAE à l'étranger. Cela suppose une étroite collaboration avec les postes, les antennes immobilières de la DIL et avec la DSFIPE avec laquelle 3445 biens ont été mis à jour durant cette année 2022.

La cellule entretient un dialogue permanent avec les responsables de secteurs géographiques, qui eux-mêmes ont eu à vérifier, analyser et valider 107 baux pour l'année 2022.

Le suivi ainsi opéré garantit, outre la connaissance du parc, la gestion locative et la perception des redevances d'occupation.

Cet enjeu concerne aussi la France, avec le suivi de dépenses importantes, principalement pour les locaux de la valise diplomatique à Châtillon, les différentes taxes (foncière, de balayage, de

bureau et de stationnement) s'appliquant aux sites franciliens et nantais du ministère, les loyers des représentations permanentes (Unesco), ou le loyer du site de la Courneuve, dont le bâtiment des archives s'inscrit dans le cadre d'une opération de partenariat public / privé sur 30 ans, liquidée chaque année à raison de 5 M€.

Pour l'étranger, près de 428 contrats de location (associés à leurs cautions, charges connexes et taxes) ont été suivis en 2022 par le secteur du bureau du domaine pour un coût variant de 72 € (bail emphytéotique pour le logement de fonction du Premier conseiller à Dar es Salam en Tanzanie) à 2 M€ (Représentation permanente auprès de l'ONU à New York). Le total atteint par ces opérations de gestion complexes, à l'échelle du réseau, s'élevait à 29 M€ en 2022.

Il est fréquent que des imprévus impactent la gestion des locations à l'étranger en cours d'année. Outre d'importants aléas de taux de change, des événements politiques ou des situations de crise peuvent avoir des répercussions immédiates. Des relocalisations peuvent également être décidées suite à des soucis de sécurité de l'information ou des travaux de gros œuvre comme à Singapour.

S'appuyant sur sa connaissance domaniale du réseau, au fil des relèves des chefs de poste, le bureau contribue à orienter la stratégie immobilière. Sur les 142 dossiers présentés à la commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières à l'étranger (CIME), 86 concernaient des baux et 56 des conventions d'occupation précaire ou de sous-occupation.

→ CIME

La commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières à l'étranger

Le bureau du domaine est spécialement chargé d'animer, pour la DIL, la présentation des dossiers devant la Commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières à l'étranger (CIME). Les dispositions réglementaires imposent en effet que toute décision relative à une cession de patrimoine de l'Etat à l'étranger, ainsi que toute convention d'occupation précaire et toute prise

à bail à l'étranger supérieure à **18 000 €**, soient portées devant cette commission.

142 dossiers ont été présentés par le bureau aux 11 séances de la CIME pour l'année 2022. Outre les nombreuses prises à bail, le bureau a pu faire valider par la commission le principe de plusieurs opérations de relocalisation ou de vente.

→ Schémas directeurs immobiliers à l'étranger

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, en sa qualité de responsable des réseaux de l'Etat à l'étranger, doit veiller à la prise en compte de critères propres aux emprises localisées à l'étranger, tels le niveau de sûreté ou la qualité de représentation.

La terminologie employée jusqu'ici pour désigner les schémas directeurs (SPSI) devait dès lors être adaptée pour tenir compte des spécificités du parc immobilier à l'étranger.

Il a donc été décidé de retenir l'appellation de schéma directeur immobilier à l'étranger (SDIE).

Le contenu des rapports, dont la trame est inspirée de celle des SPSI, est adapté aux spécificités de l'immobilier diplomatique et de ses occupants.

Dans le cadre de l'exercice SDIE, l'accent est avant tout mis sur la définition d'une stratégie patrimoniale et d'une stratégie d'intervention répondant à des critères de performance immobilière (ratios d'occupation,...), mais également à la prise en compte accrue de données relatives à la fonctionnalité des locaux, au niveau de sûreté des emprises, à l'image que les bâtiments renvoient de notre pays, aux synergies interministérielles qui y sont développées, ainsi qu'à la capacité des emprises

à assurer les missions régaliennes inhérentes à la protection des ressortissants français.

Le périmètre de la campagne d'établissement des SDIE reprendra dans un premier temps celui des « SPSI » décidé en février 2014 par le réseau Corinte dans la suite du comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP) du 18 décembre 2013.

23 postes représentant 50 % de la valeur du parc immobilier détenu en propriété et 70 % des surfaces totales de l'ensemble des bâtiments sont ainsi concernés : Algérie, Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Espagne, Etats-Unis, Gabon, Inde, Italie, Japon, Liban, Maroc, Mexique, Royaume-Uni, Russie, Sénégal, Tunisie, Turquie, Vietnam.

A ce jour, des SDIE ont été établis pour **12 pays : la Chine, l'Espagne, l'Italie, le Liban, le Maroc, la Turquie, le Canada, le Japon, la Russie, le Sénégal, la Suisse et le Vietnam.** Les travaux ne seront donc pas relancés immédiatement dans ces pays, même si certaines actualisations seront réalisées. Le **SDIE Belgique** a quant à lui été présenté en **2022** à la CIME qui a souhaité que soit étudiée la densification de certains bâtiments.



Focus sur la Casa Europa à Rio

La France détient à Rio un immeuble longtemps nommé « maison de France », ayant été l'ancienne ambassade de France avant le déménagement de celle-ci dans la capitale de Brasília.

Immeuble emblématique accueillant des entreprises françaises, il a été peu à peu délaissé par ses locataires. Toutefois, sa situation a intéressé d'autres pays européens qui ont choisi d'y installer leurs consulats. Suite à plusieurs études et missions de la DIL, cet immeuble pourrait accueillir l'**institut culturel franco-allemand** (Goethe Institut et institut français) décidé dans le cadre du traité d'Aix-la-Chapelle, en plus du consulat général de France. D'autres partenaires pourront nous rejoindre.

L'immeuble sera rénové à hauteur de **8 millions d'euros** afin d'assurer la sécurité de l'immeuble et de ses occupants. Les derniers diagnostics sont en cours de réalisation (système de sécurité incendie et chauffage-ventilation-climatisation) afin de fiabiliser les coûts et la durée des futurs travaux.



Corée du Sud

Villa du Chef du Service économique

Séoul

CESSION

Contexte de la cession

Acquise en 1991, la villa du chef du service économique a été soumise à une surtaxe instaurée par le gouvernement coréen concernant les multipropriétaires de logement, s'ajoutant à la taxe foncière. Les logements de fonction ne pouvant faire l'objet d'exemption fiscale au regard de la Convention de Vienne, la cession a été décidé.

Chiffres clés



1 logement

3 niveaux

294 m² de surface

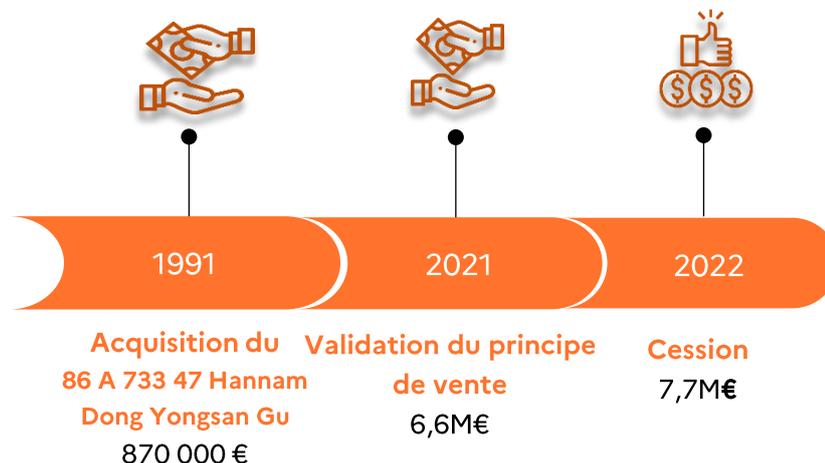
588 m² de surface de terrain

7,7 M € de produit de cession



Déroulement de l'opération

En avril 2021, la commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'Etat à l'étranger (CIME) a validé le principe de vente de la villa, située dans le prestigieux quartier de Hanam Dong. Après 8 mois de mise en vente sans succès, le prix de réserve a été fixé à 6,6 millions d'euros. Plusieurs acquéreurs se sont montrés intéressés la transaction a finalement été conclue pour le montant de 7,7 millions d'euros.



CESSION

 Villa du service économique régional
95201 Linden avenue, Bethesda



Chiffres clés

3 niveaux

215 m² de surface

981 000 US\$ de produit de cession

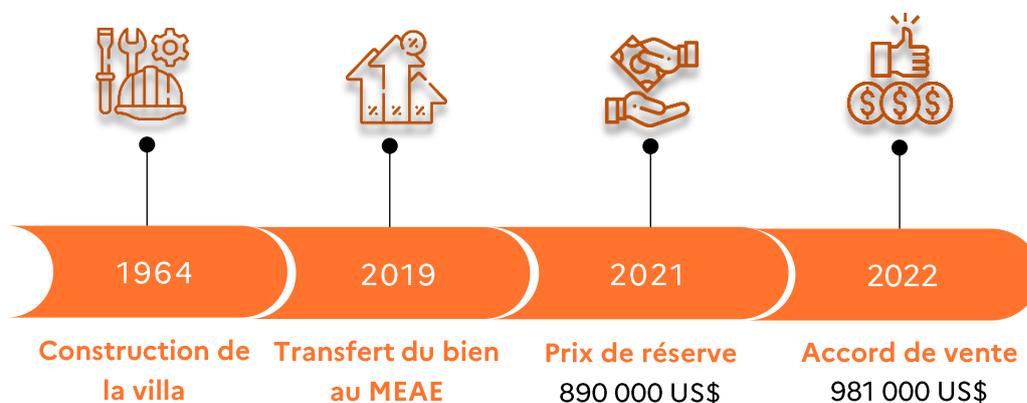
Déroulement de la vente

La vente de ce bien s'est effectuée via une agence immobilière. Elle avait évalué le bien à 890 000 US\$ (763 709 €).

Après plus de soixante visites, quatre offres supérieures au prix de réserve fixé par la commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'Etat à l'étranger (CIME) ont été enregistrées. La plus pertinente a été retenue par le poste. L'acte de vente de 981 000 US\$ (869 951 €) a été signé en 2022.

Contexte de la cession

Dans le cadre de la réforme interministérielle de gestion concernant les réseaux de l'Etat à l'étranger, la villa Linden Avenue, relevant précédemment de la direction générale du trésor a été transférée au ministère des affaires étrangères en janvier 2019. En 2021, l'agent d'encadrement du service économique régional qui occupait jusqu'alors le lieu, a choisi un autre logement répondant davantage à ses obligations professionnelles. Dès lors inoccupé et sans remplacement envisageable, l'ambassade a souhaité procéder à la vente de ce bien.



Nicaragua

Ancienne chancellerie diplomatique

Managua

CESSION

Contexte de la cession

Suite au passage en format de poste de présence diplomatique (PPD), la chancellerie diplomatique a été relocalisée au sein de la délégation de l'Union européenne (DUE) à l'été 2017. En raison de l'inoccupation et de l'état dégradé de ces anciens locaux, la commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'Etat à l'étranger (CIME) a émis un avis favorable au principe de vente du bien.

Déroulement de l'opération

En janvier 2017, la chancellerie a été mise en vente avec un prix de réserve de 420 000 euros. Du fait de l'état de délabrement avancé du bien, ainsi que de sa localisation peu attractive, ce prix a été revu à la baisse deux fois.

Afin d'actualiser le prix, deux nouvelles évaluations ont été diligentées auprès d'agences immobilières. La CIME a ensuite établi un nouveau prix de réserve à 190 000 euros en mars 2022.

Le bien a finalement été vendu pour 193 000 euros au 1^{er} mai 2022.

Chiffres clés

2 712 m² de surface cadastrale brute

983 m² de surface utile brute

193 000 € de produit de cession



1990

Acquisition



2017

Colocalisation
avec la DUE



2017

Prix de réserve
190 000 €



2022

Cession
193 000 €

CESSION



44 Sulgeneckstrasse
Immeuble et parcelle cédés

Contexte de la cession

Située en contrebas de la Résidence de l'ambassadeur de Berne, cette parcelle acquise en 1908 accueillait depuis 1962 le bâtiment de l'école Française internationale de Berne. Elle était gérée par une association de parents d'élèves, fragile financièrement. L'état de dégradation avancé de l'immeuble a soulevé la question de la vente du bâtiment et de la parcelle. Le schéma pluriannuel immobilier pour notre réseau en Suisse réalisé en 2016 a mis en évidence ces problèmes de sécurité et a proposé la mise en vente du bien.

Chiffres clés



1 terrain cédé

613 m² de surface bâtie (école)

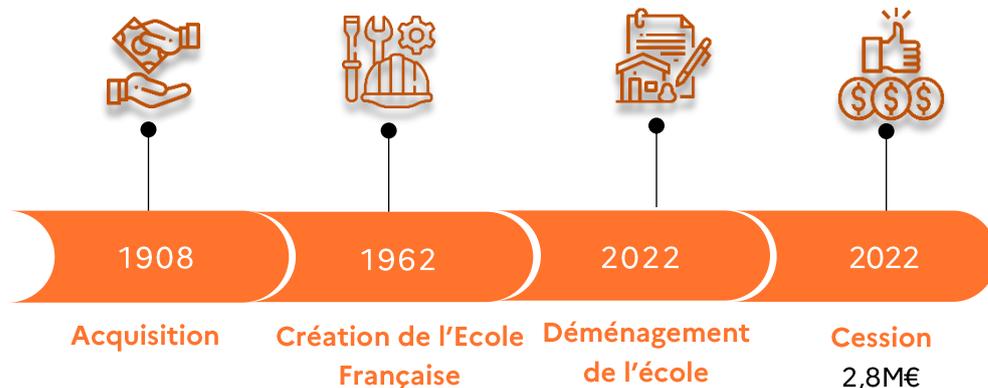
1960 m² de surface totale du terrain

2,8M € de produit de cession

Déroulement de l'opération

En 2016, la commission interministérielle chargée d'émettre un avis sur les opérations immobilières de l'Etat à l'étranger (CIME) a donné un avis favorable au renouvellement de bail pour une durée de 3 ans, à l'école Française internationale, afin qu'elle recherche une nouvelle localisation ou envisage une option de rachat du terrain mis à disposition. Une nouvelle localisation a pu être trouvée.

En 2020, la CIME a prononcé un avis favorable au principe de vente, fixant le prix de réserve à 2,6 millions d'euros. La mise en vente de l'emprise a été réalisée par appel d'offres. Six offres ont été retenues par la commission d'ouverture des plis et la plus conforme a été sélectionnée. Le bien a été vendu pour 2,8 millions d'euros à l'été 2022.



4.3

Bureau du patrimoine et de la décoration

Le bureau du patrimoine et de la décoration (PAD) porte une programmation soutenue tant pour le patrimoine que pour l'aménagement intérieur. 36 opérations d'aménagement ont été réalisées en 2022, 13 en administration centrale et 23 dans les postes à l'étranger.

En France, l'activité d'aménagement intérieur s'est concentrée sur **l'hôtel de la ministre, le site de Convention** et les **bureaux de direction** (ANMO et DUE).

À l'étranger, le bureau a repris l'aménagement intérieur des espaces de réception et des bureaux des chefs de poste à **Prague** (poursuite des rénovations des salons du palais Bucquoy), à **Jakarta, Addis-Abeba, Alger, Victoria**, ou encore **Doha**. Au quotidien, il travaille de concert avec les antennes immobilières et la sous-direction des opérations immobilières à l'étranger sur des missions de conseil et la conception des projets d'aménagement, en fonction du calendrier des travaux sur nos emprises.

Conformément aux obligations réglementaires, la **campagne d'états annuels** portant sur les œuvres d'art présentes au sein des postes à l'étranger a été réalisée, avec une **expérimentation de la saisie dématérialisée** pour les postes comportant jusqu'à 10 œuvres.

Une large part du budget a été consacrée à la **restauration d'œuvres, mobiliers et éléments**



Exposition Walter Sickert, Tate Britain, Londres

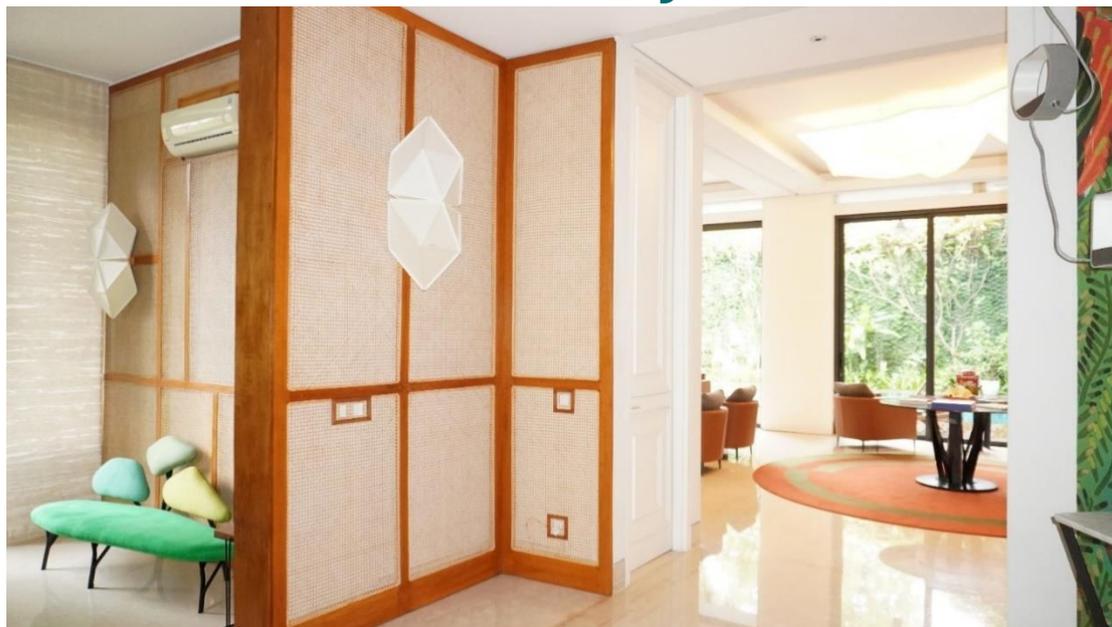
patrimoniaux appartenant au ministère (notamment à Prague, Istanbul, La Celle Saint-Cloud) **et aux institutions déposantes** (tapisseries du Mobilier National, de l'Hôtel de la Ministre, tableaux du musée du Louvre à Rome, Saint-Siège, peintures du FNAC revenues en France après leur dépôt, etc.).

Deux commissions d'acquisition ont été organisées, statuant notamment sur l'achat de 22 œuvres par le Département.

L'organisation des **mouvements d'œuvres**, notamment les rapatriements vers la France, de biens qui ne sont plus exposés, constitue une grande part de l'activité du service. Les plus importants en volume ont concerné Pékin, Barcelone, Mexico, Port D'Espagne et Washington. Des **prêts aux expositions** ont été effectués, contribuant au rayonnement du ministère, par exemple, le portrait de Degas par Walter Sickert installé à l'Ambassade de France à Londres, à la Tate Britain à Londres puis au Petit Palais à Paris.

Indonésie

Résidence de France à Jakarta



Chiffres clés

173k€ de budget

170 m² d'espaces aménagés

05/2022 : livraison

A l'occasion de la relocalisation de la résidence de France en 2020, l'aménagement de la nouvelle villa a été réalisé grâce aux savoir-faire ancestraux d'artisans locaux en association avec des figures du design intérieur français contemporain.



Table T'mob



Salon



Suspensions « nuages »

Œuvres

Quatre nouvelles œuvres ont été ajoutées afin d'accompagner le projet d'aménagement. La résidence offre désormais un ensemble équilibré de dix œuvres, alliant tradition et modernité. Un buste en biscuit de Sèvres représentant Louise Brongniart est installé sur la console de l'entrée. Les portraits de sultans de Surakarta et Yogyakarta sont accrochés dans le salon ainsi qu'une peinture abstraite de Claude Tétot et une estampe de Sam Szafran. *Le festin des Dieux*, de Chantal Petit, a pris place dans la salle à manger, accompagné de deux pastels photographiques de Nicolas Dhervillers.

Aménagement

Le projet allie les matières naturelles, les traditions locales, telles que le cannage, et l'innovation esthétique et technologique. Des suspensions innovantes créées sur mesure par le designer français Octavio Amado (projet de création *FOLD*) ornent la résidence. Elles conjuguent lumière et son pour un confort acoustique et visuel optimal.

Le mobilier durable à base de bois de teck local ou de fibre de carbone déclinée en marqueterie (Re-Use) a été mis en avant.

Du mobilier français tel que les sièges de Duvivier ou le canapé inspiré de la nature dessiné par Noe Duchaufour-Laurence, contribue à la mise en valeur de ces espaces.

Résidence de France à Doha



Chiffres clés

54,5k€ de budget

236m² d'espaces aménagés

10/2022 : livraison

Dans le cadre exceptionnel de la coupe du monde de football au Qatar, la résidence de France à Doha a bénéficié d'une rénovation et d'un renouvellement de son décor intérieur. Elle est redevenue le véritable outil diplomatique et de rayonnement artistique que le dessin initial des architectes Reichen et Robert ambitionnait.

Œuvres

L'ensemble des œuvres exposées a été choisi en parfaite cohérence avec le projet d'aménagement intérieur. Ces œuvres font la part belle à la gravure et à la photographie. Il s'agit d'acquisitions récentes du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (sérigraphies de Claire Trotignon et photographies de Louis-Cyprien Rials) ainsi que de pièces prêtées par le centre national des arts plastiques (signées Cécile Hartmann, ou encore Frédérique Lucien). Dans la salle à manger et insérée dans les panneaux de boiserie, une spectaculaire photographie prise par Antoine Duhamel représente le musée national de Doha, œuvre signée par Jean Nouvel.



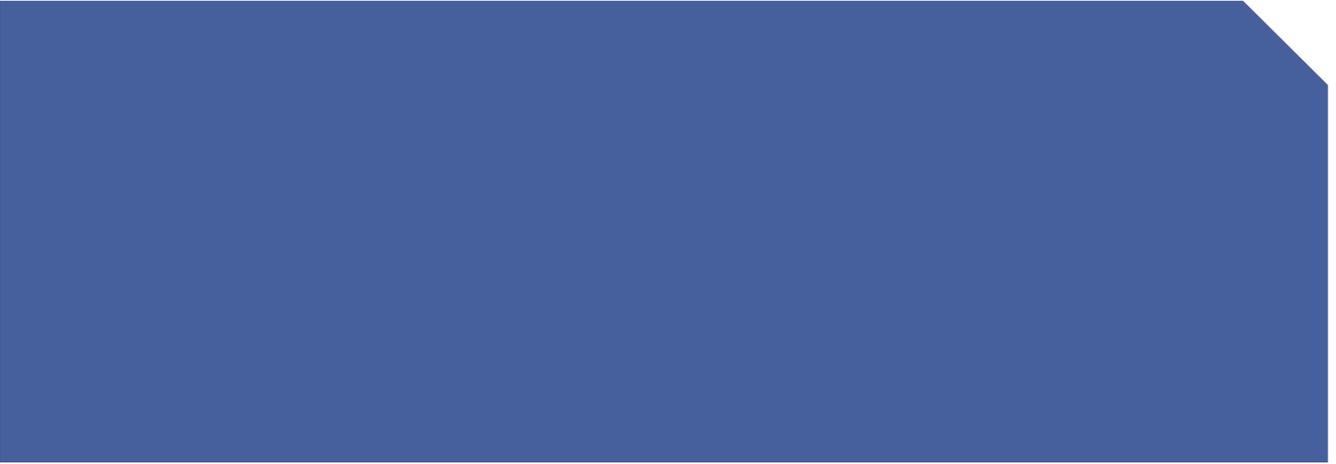
*Nappe brodée mains,
Renaissance,
Assiettes, Manufacture
de Sèvres*

*Installation lumineuse,
allégorie du drapeau
français*

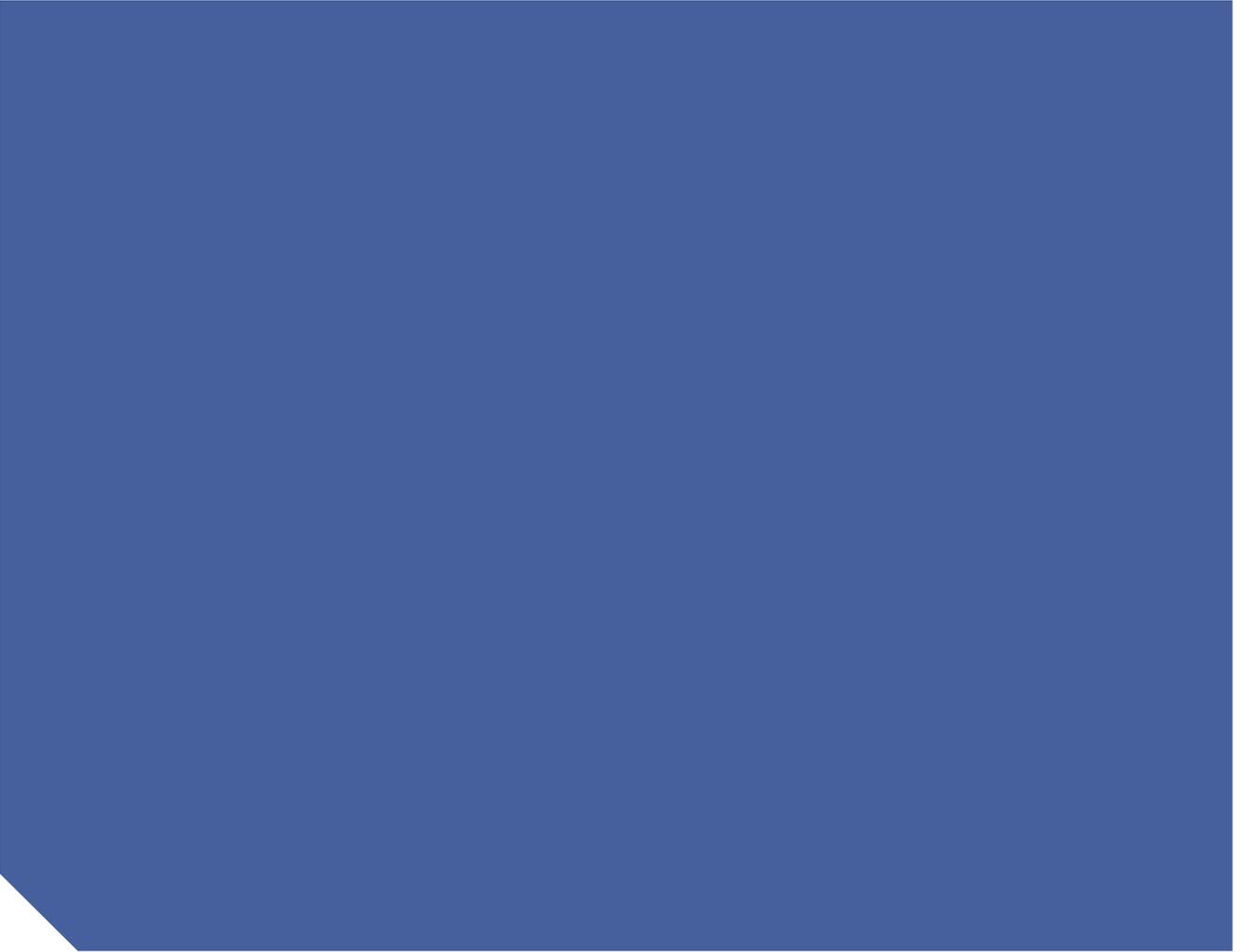
Aménagement

Le réaménagement et la rénovation de la résidence imaginée à l'origine par Christian Liaigre artisan chez Philippe Hurel, ont concerné l'entrée, les salons et la grande salle à manger. Trois entreprises françaises se sont associées à des entreprises locales afin de sublimer ces espaces où la lumière joue un rôle primordial. L'art de vivre à la française a été mis en valeur grâce à des artisans comme Designheure, fabricant de luminaires. Leurs lustres éclairent avec élégance le salon et la salle à manger. Des consoles laquées « coquille d'œuf » du designer franco-vietnamien Christian Duc, apportent une touche contemporaine. Enfin, une nappe brodée de coqs réalisée par l'atelier Renaissance, est un clin d'œil au symbole français.





5. Développement durable



5.1

L'élaboration d'un plan ministériel de sobriété



Dès la publication de la circulaire de la Première ministre « sobriété énergétique et exemplarité des administrations de l'Etat » du 25 juillet 2022 et l'adoption du plan gouvernemental de sobriété énergétique en octobre 2022, le ministère s'est attelé à construire et adopter son propre plan, sur la base de sa feuille de route « service public écoresponsable » (SPE).

Ce plan présente des mesures ayant une application rapide mais qui sont vouées à durer pour réduire les consommations d'énergie et opérer des changements de long terme nécessaires à la neutralité carbone. Avant son adoption définitive, le projet a fait l'objet d'échanges à la fois avec les différentes directions du ministère, dans le cadre du premier comité « énergie » présidé par la Secrétaire générale adjointe, le 4 octobre 2022, et avec les organisations syndicales dans le cadre de groupes de travail et

des instances de dialogue social.

Le plan ministériel s'articule autour de 4 axes :

- Réduction de la consommation d'énergie de nos bâtiments
- Mobilité durable
- Economie circulaire et numérique responsable
- Achats plus responsables
- Implication des opérateurs.

Il s'est accompagné d'une campagne de communication basée sur la campagne interministérielle : création d'une rubrique « sobriété énergétique » sur Diplonet ; publication d'articles sur les écogestes ; création de messages pour les écrans de veille des postes de travail.

Plusieurs actions ont été mises en place, dès l'adoption de ce plan :

- Transmission des consignes de chauffage sur tous les sites (19°C pour les bureaux et locaux recevant du public ; climatisation si la température est supérieure à 26°C) ;
- Suppression des consignes d'eau chaude dans les sanitaires lorsque les conditions le permettent ;
- Programmation d'opérations « quick win » pour un montant de 582 k€ (éclairage LED, détecteurs de présence, remplacement de calorifuges défectueux...);
- Sélection de deux projets sur le site du Quai d'Orsay dans le cadre de l'appel à projets Résilience II, lancé par la direction de l'immobilier de l'Etat : isolation des réseaux de chaleur et phase finale de remplacement des éclairages LED dans les bureaux.
- Elargissement du forfait mobilité durable avec possibilité de le cumuler avec le remboursement partiel de l'abonnement des transports en commun et son ouverture aux agents utilisant le vélo ou covoiturage moins de 100 jours par an ;
- Réduction de la flotte automobile du ministère (-38% depuis 2010) et l'augmentation de la part de véhicules électriques ou hybrides (36% aujourd'hui).

- Augmentation du nombre d'emplacements pour vélos dans nos parkings en administration centrale (375 aujourd'hui)
- Rationalisation du matériel informatique
- Mise en œuvre du plan d'achats durables du ministère.

Certaines opérations entrent dans le cadre du **contrat de performance énergétique**, signé par le ministère en novembre 2022 avec ENGIE, son mainteneur multitechnique et multisites en Ile-de-France. Celui-ci s'engage sur l'année et demi restante du marché (jusqu'en 2024) à diminuer notre consommation énergétique de 10% a minima sur trois sites pilotes (Quai d'Orsay, Courneuve, Convention), par la réalisation de petits travaux.

D'ores et déjà, il a été constaté une **baisse de notre consommation d'énergie sur nos sites d'administration centrale de 12,78 % entre 2021 et 2022.**

Ce bon résultat est notamment dû au fait que 90 % de nos agents d'administration centrale travaillent dans des sites raccordés à un réseau urbain de chaleur qui permet de limiter la consommation de gaz.

5.2

La réalisation du bilan des émissions des gaz à effet de serre (BEGES) du ministère

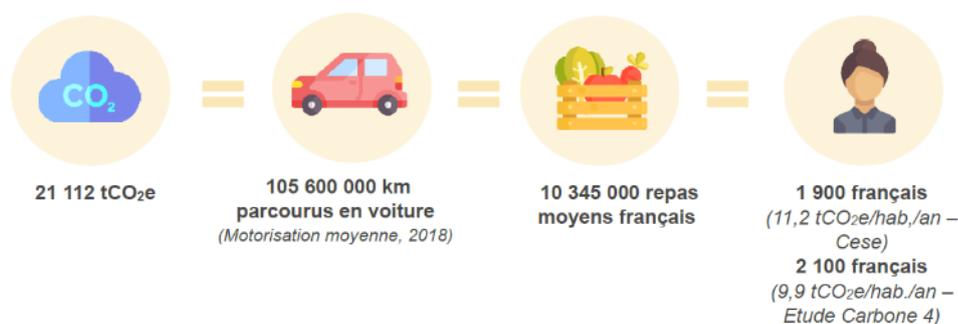
En 2022, le ministère a réalisé un nouveau bilan carbone, l'aboutissement de plusieurs mois de collecte et d'analyse des données. Cet exercice a été piloté par la direction des immeubles et de la logistique (DIL), en lien avec plusieurs directions du ministère (DAF, DNUM, DRH, principalement) et avec l'appui de la société ALTEREA.

Obligation instaurée par la loi dite « Grenelle 2 », le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) doit être renouvelé tous les 3 ans.

Le BEGES vise à estimer les émissions de gaz à effet de serre générées par le fonctionnement des activités et services du ministère.

Pour la première fois, les émissions indirectes (scope 3) ont été prises en compte en plus des émissions directes (scopes 1 et 2). Les émissions sont issues de consommation d'énergie des bâtiments du ministère, mais également de l'achat de produits et services ou encore des déplacements professionnels et déplacements domiciles-travail.

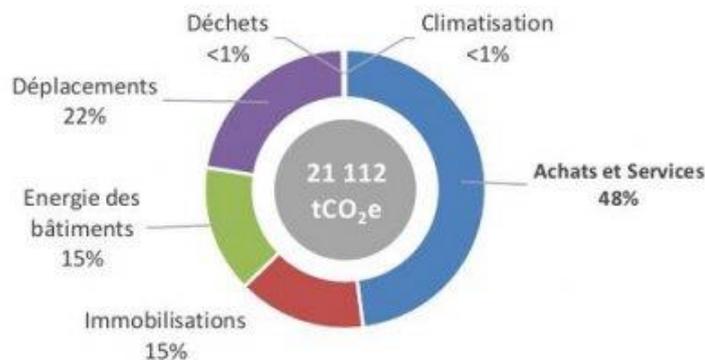
Au total, les émissions de gaz à effet de serre du ministère s'élèvent à **21 112 tonnes équivalent CO²** :



Note : Calculs réalisés avec la version V8.7.2 du Bilan Carbone®

Cela représente environ **6 tonnes équivalent CO₂ par ETP en administration centrale** (en moyenne, chaque personne en France émet 10 tonnes équivalent CO₂ par an).

Les émissions se répartissent selon les postes suivants :



Entre 2010 et 2021, le ministère a considérablement réduit ses émissions de gaz à effet de serre pour les scopes 1 et 2. Un progrès de - 57% de tonnes équivalent CO₂

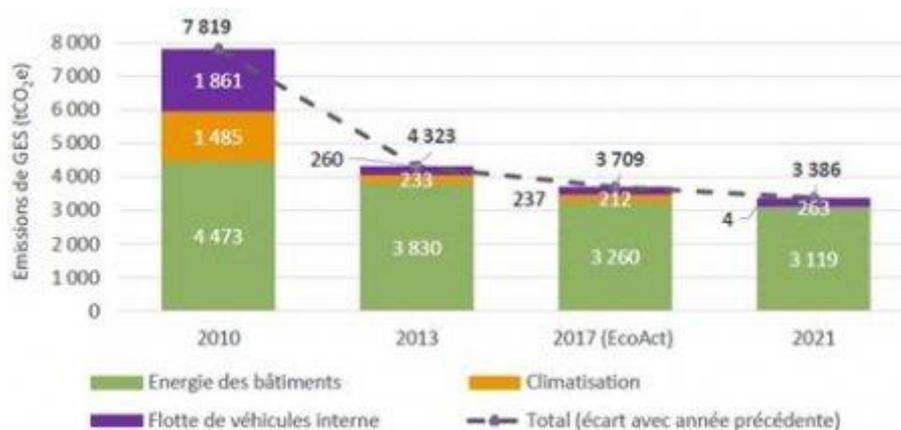


Figure 7 : Comparaison des Émissions des GES entre 2010 et 2021 (tCO₂e)
(Source : ALTEREA)

La réalisation de ce bilan a été l'occasion d'organiser des ateliers thématiques autour des achats de biens et de services, des déplacements et de l'énergie de bâtiments, en lien avec plusieurs directions du ministère.

À l'issue de ces ateliers, un **plan de transition** a pu être élaboré afin de réduire dans les prochaines années les émissions de gaz à effet de serre du ministère et vient compléter le plan ministériel de sobriété énergétique.

5.3

La rédaction du bilan SPE 2021

Le ministère doit rendre chaque année le bilan quantitatif et qualitatif SPE de l'année précédente au commissariat général au développement durable (CGDD). En 2022, le ministère a donc rendu le bilan pour 2021.

Les données suivantes peuvent être mises en évidence pour l'administration centrale en 2021 :



- 25 points de recharge pour véhicules électriques installés.
- 375 emplacements réservés pour les vélos.
- 79 000 heures de réalisées en 2021, soit +200% par rapport à 2020.
- - 36% de consommation de papier entre 2020 et 2021.
- 51% d'achats alimentaires durables dont 21% de produits issus de l'agriculture biologique en Ile-de-France.
- Ralliement finalisé des 22 biens à l'outil de suivi des fluides (+4 par rapport à 2020).
- - 11% de consommation de gaz entre 2020 et 2021.
- 228 biens informatiques donnés à des écoles, associations ou agents du ministère.
- Adoption d'un plan ministériel pour le numérique responsable.

5.4

Le programme Ambassades vertes



Bien que les postes diplomatiques et consulaires ne soient pas directement visés par la démarche SPE, le ministère a fait le choix de les impliquer, et ce depuis 2015, dans un souci de sincérité, de transparence et d'adéquation avec sa politique extérieure, tout en prenant en compte les contraintes locales.

En ce sens, la mise en œuvre continue du projet « Ambassade verte » constitue une transposition de la démarche SPE à l'étranger. 127 postes se sont engagés dans une démarche écoresponsable, en réalisant un premier bilan des actions réalisées et en définissant un plan d'action.

En 2022, a été lancé le **troisième appel à projets « innovons pour une Ambassade verte »**, permettant le financement de projets à l'initiative des postes. 33 dossiers ont été déposés et concernaient les thématiques suivantes : mobilité durable, achats responsables, réduction de consommation des énergies, protection de la biodiversité, gestion des déchets, économies de la ressource en eau. L'enveloppe totale de 200 000 euros, attribuée par la DIL et la DAF, a permis de retenir 21 projets :

Poste	Montant	Projet
ARMENIE - Erevan	2 850 €	Bac de collecte des déchets recyclables, aménagement d'un potager et actions de sensibilisation.
AZERBAIDJAN - Bakou	9 944 €	Végétalisation de la cour intérieure de l'Ambassade.
COTE D'IVOIRE - Abidjan	13 700 €	Remplacement des éclairages par des LED.
EGYPTE – Le Caire	13 970 €	Installation d'un système d'arrosage automatique et broyeur thermique des déchets verts.
ERYTHREE - Asmara	4 537 €	Installation d'un chauffe-eau solaire.
ETATS-UNIS - Washington DC.	15 000 €	Remplacement des éclairages par des LED.
FIDJI - Suva	1 200 €	Construction d'une serre pour le potager.
KENYA - Nairobi	19 780 €	Système d'arrosage automatique.
GABON - Libreville	19 885 €	Mise en place d'un broyeur électrique des déchets verts.
INDE - Bangalore	6 051 €	Remplacement des éclairages par des LED.
INDE - Calcutta	2 000 €	Remplacement des éclairages par des LED.
MAROC - Marrakech	11 292 €	Plantation d'un jardin désertique en lieu et place des pelouses.
MAROC - RABAT	13 060 €	Installation d'un récupérateur d'eau de pluie et d'un chauffe-eau solaire.
MAURITANIE - Nouakchott	15 000 €	Reboisement du campus diplomatique avec des espèces locales.
OMAN - Mascate	7 900 €	Installation d'un système d'arrosage automatique.
PANAMA - Panama	4 400 €	Remplacement des éclairages par des LED.

Poste	Montant	Projet
ROUMANIE - Bucarest	1 600 €	Remplacement des éclairages par des LED.
SENEGAL - Dakar	19 780 €	Installation d'une station de traitement des eaux usées
SOUDAN DU SUD - Djouba	3 460 €	Remplacement du système de ventilation.
SIUSSE - Berne	12 250 €	Achats de deux vélos et construction d'un abri à vélos
TURQUIE - Ankara	2 378 €	Remplacement des éclairages par des LED.

La campagne de **stages « Ambassade verte »** et **« techniques – bâtiment durable »** a permis de recruter 20 étudiants ingénieurs pour la plupart de l'Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE), qui ont pu réaliser un stage dans le réseau pour l'année 2022. Voici les missions Ambassade verte réalisées par 2 stagiaires :

BOLIVIE

- mise à jour de l'état des lieux et plan d'action Ambassade Verte
- installation d'un système de récupération d'eau de pluie
- mise en place d'un compost
- promotion d'une alimentation durable par diffusion d'un guide recensant des producteurs, distributeurs et restaurants écoresponsables à La Paz
- sensibilisation des agents à l'impact du numérique sur l'environnement

SUISSE

- études pour réduire les consommations énergétiques de l'Ambassade de France à Berne, notamment pour envisager la rénovation de son système de production de chaleur
- sensibilisation des agents du poste au moyen d'ateliers collaboratifs et de conférences
- promotion de la mobilité douce grâce à la construction d'un abri à vélos et mise à disposition des agents de deux vélos électriques
- intégration au réseau inter-diplomatique des Ambassades Vertes à Berne

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères

Direction des immeubles et de la logistique

57 boulevard des invalides 75007 Paris07SP

Comité de rédaction : Olivier Plançon, Carole Dabrowski,
Laurent Darrouzet, François Reydellet, Magali Gente

Conception : Sharone Kiongo

Impression : Service reprographie du MEAE (DIL) – La Courneuve

©MEAE 2023